

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE  
BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE  
DIRECTION DES ETUDES



RAPPORT ANNUELE 2005

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>2</b>	<b>ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL .....</b>	<b>11</b>
2.1	LA CROISSANCE ECONOMIQUE .....	11
2.2	LE COMMERCE INTERNATIONAL .....	12
2.3	L'INFLATION ET LE CHOMAGE.....	13
2.4	LE MARCHE MONDIAL DES MATIERES PREMIERES.....	14
2.5	LES MARCHES INTERNATIONAUX DE CHANGES .....	15
2.6	LES MARCHES INTERNATIONAUX DES CAPITAUX.....	15
<b>3</b>	<b>LA PRODUCTION NATIONALE, LA DEMANDE ET LES PRIX : .....</b>	<b>17</b>
3.1	LA PRODUCTION NATIONALE : .....	17
3.1.1	SECTEUR PRIMAIRE : .....	19
3.1.2	SECTEUR SECONDAIRE : .....	20
3.1.2.1	LES MINES ET INDUSTRIES : .....	20
3.1.2.2	LE SECTEUR DE L'ENERGIE ET DU PETROLE : .....	22
3.1.3	LE SECTEUR TERTIAIRE .....	23
3.1.3.1	BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS : .....	23
3.1.3.2	LE TRANSPORT : .....	23
3.1.3.3	LES TELECOMMUNICATIONS : .....	23
3.2	LA DEMANDE INTERIEURE : .....	23
<b>4</b>	<b>LES FINANCES PUBLIQUES : .....</b>	<b>26</b>
4.1	RECETTES DU BUDGET DE L'ÉTAT .....	26
4.1.1	RECETTES FISCALES .....	27
4.1.2	RECETTES NON FISCALES .....	28
4.1.3	DONS.....	29
4.2	DEPENSES DU BUDGET DE L'ÉTAT .....	30
4.2.1	DEPENSES COURANTES : .....	30
4.2.2	DEPENSES D'INVESTISSEMENT ET PRETS NETS ET AUTRES : .....	31
4.3	LE FINANCEMENT DU DEFICIT DU BUDGET DE L'ÉTAT .....	32
4.3.1	LE FINANCEMENT EXTERIEUR .....	32
4.3.2	LE FINANCEMENT INTERIEUR .....	33
<b>5.</b>	<b>LES PAIEMENTS EXTERIEURS .....</b>	<b>34</b>
5.1	TRANSACTION COURANTES.....	35

5.1.1	LES BIENS .....	35
5.1.2	LES SERVICES ET LES REVENUS .....	40
<b>5.2</b>	<b>LA BALANCE DES CAPITAUX.....</b>	<b>41</b>
<b>5.3</b>	<b>LA BALANCE GLOBALE.....</b>	<b>42</b>
<b>5.4</b>	<b>LA DETTE EXTERIEURE.....</b>	<b>42</b>
<b>6</b>	<b>LA MONNAIE ET LES CREDITS.....</b>	<b>46</b>
<b>6.1</b>	<b>LES ACTIONS DES AUTORITES MONETAIRES .....</b>	<b>46</b>
<b>6.2</b>	<b>LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES .....</b>	<b>47</b>
<b>6.3</b>	<b>LES PRINCIPALES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE .....</b>	<b>47</b>
6.3.1	AVOIRS EXTERIEURS NETS .....	48
6.3.2	CREDIT INTERIEUR .....	48
<b>6.4</b>	<b>DISTRIBUTION DES CREDITS .....</b>	<b>49</b>
<b>6.5</b>	<b>LA CIRCULATION FIDUCIAIRE.....</b>	<b>52</b>
<b>7</b>	<b>BILAN ET COMPTE DE RESULTATS DE L'EXERCICE 2004 ET 2005.....</b>	<b>56</b>
<b>8</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>59</b>

## *Mot du Gouverneur*

La Mauritanie aura connu en 2005 des événements majeurs avec des changements institutionnels et des chantiers structurant entamés ou amplifiés après le 03 Août. Aussi à la BCM plusieurs réformes ont été mises en branle.

Le processus de transparence a été poursuivi, la révision des données engagée, la consolidation des mesures dans le secteur de change avec l'affaiblissement du marché parallèle et la confiance retrouvée par les acteurs économiques dans la gestion et l'attribution des devises par la BCM ; le raffermissement de l'ouguiya grâce à la rigueur de la politique monétaire.

Les inducteurs de résultat confortent l'assise financière de la BCM et les performances économiques du pays. Ainsi la BCM s'inscrit dans une démarche où citoyenneté rime avec performance, donnant par la même, une confiance certaine au système financier et à l'économie du pays.

Ces performances sont le fait d'abord de l'acceptation de ces réformes par nos concitoyens, des orientations des gouvernants, de l'implication des acteurs économiques et financiers, du conseil général de la Banque et l'ensemble des ressources humaines de l'institution. Si ces réalisations nous confortent dans nos choix, elles nous imposent également des efforts soutenus et permanents afin de poursuivre le processus de réformes vers la modernisation et la prospérité de notre pays.

# **1 INTRODUCTION**

La vigueur de l'économie mondiale s'est poursuivie en 2005 quoique à un rythme plus faible que la croissance record enregistrée l'année précédente et ce en dépit de la persistance des tensions géopolitiques et de la flambée des cours du pétrole. Cette croissance masque cependant d'importantes disparités entre les différentes régions du monde. Les échanges commerciaux se sont également ralentis tandis que l'inflation est demeurée globalement contenue.

Au niveau national, l'année 2005 a été marquée par le changement du 3 août 2005 et l'arrivée au pouvoir du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie (CMJD) qui a mis fin à la mauvaise gouvernance politique et économique qui caractérisait le pays avant cette date et qui constituait une source de grande instabilité. Dès son arrivée aux commandes de l'Etat, le CMJD s'est fixé pour objectif de mettre en place, à l'issue d'une période de transition la plus courte possible, une véritable démocratie ainsi qu'un système judiciaire crédible permettant de libérer toutes les énergies pour le développement de la Nation. Dans ce cadre un gouvernement de transition a été mis en place avec trois priorités : (i) la gestion du processus démocratique, (ii) la réforme du secteur de la justice et (iii) l'amélioration de la gouvernance. Des programmes, couvrant ces priorités, ont été élaborés suivant une démarche totalement participative et saluée par tous les partis politiques, les organisations de la société civile et les partenaires extérieurs. Depuis lors des avancées significatives ont été réalisées dans tous ces domaines.

Sur le plan économique, l'action du gouvernement est guidée par le souci d'assurer une gestion saine et transparente des ressources publiques, renouer des relations de confiance avec les partenaires au développement et mettre en œuvre les réformes structurelles visant à renforcer les performances économiques. En effet, les relations de la Mauritanie avec ses partenaires au développement, notamment le FMI, s'étaient sensiblement dégradées du fait de la transmission de données erronées à ce dernier par le précédent gouvernement. La décision prise, en novembre 2005, par les autorités de transition de communiquer aux services du FMI les données révisées et de publier un rapport sur la révision des données couvrant la période 1992-2004 a permis d'assainir et de renforcer les rapports avec la communauté financière internationale et notamment le FMI avec lequel le gouvernement de transition a pu négocier et mettre en place un programme économique et financier sur six mois qui a débouché sur l'annulation de la dette multilatérale en juin 2006 et ouvert la voie aux discussions sur la mise en place d'une facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

Dans ces conditions, l'activité économique nationale s'est sensiblement améliorée en 2005. La croissance économique a été vigoureuse se situant à 5,4% en termes réels principalement tirée par la forte reprise du secteur agricole (+34,3%), les créations d'emploi dans la fonction publique (+9,6%) et le dynamisme du secteur des services privés (+5,7%), et ce malgré le tassement des secteurs de mines (+0,7%) et des Bâtiments et travaux publics (+0,6%) et les contre-performances des activités manufacturières (-11,7%).

Les politiques budgétaires et monétaires prudentes ainsi que la mise en œuvre de réformes structurelles visant à renforcer la concurrence ont permis un recul significatif de l'inflation en 2005, en dépit de la flambée des cours internationaux du pétrole. Le taux d'inflation a, ainsi, enregistré un ralentissement sensible, passant, en glissement annuel, de 16,1% en 2004 à 5,8% en 2005.

L'évolution du secteur extérieur a été caractérisée en 2005 par une amélioration sensible de la balance commerciale (hors importations liées à l'exploration minière et pétrolière) sous l'effet de la hausse des exportations de la SNIM à la faveur de l'accroissement du prix international du fer. La progression des exportations a ainsi largement compensé celle des importations, due essentiellement au renchérissement des cours du pétrole de sorte que la balance commerciale est quasiment revenue à l'équilibre. Le déficit de la balance courante (hors paiements liés à l'exploration minière et pétrolière) s'est également rétréci passant de 11,9% du PIB en 2004 à 7,1% du PIB en 2005. Au niveau du compte de capital et d'opération financières, les investissements directs étrangers ont enregistré une forte progression en 2005 en liaison avec l'augmentation des investissements miniers (cuivre et or) et surtout pétroliers en vue du démarrage de l'exploitation pétrolière en 2006. Cette évolution favorable de la balance des paiements a eu un impact positif sur les réserves de change de la BCM qui ont été portés de 0,6 mois d'importations de biens et services financées par le système bancaire local à 1 mois d'importations. En revanche, la position extérieure nette des banques commerciales s'est dégradée en liaison avec l'accroissement des engagements extérieurs consécutif à la mobilisation de lignes de crédit extérieures pour le financement des importations de produits pétroliers.

S'agissant des finances publiques, l'année 2005 a été marquée par l'adoption d'une loi de finances rectificative au mois de novembre en vue de régulariser les dépenses

extrabudgétaires engagées avant août 2005, ce qui s'est traduit par un accroissement sensible des dépenses de biens et services et, partant, une aggravation du déficit budgétaire qui s'est établi à 7 % du PIB en 2005 contre 4,8% en 2004. Les arriérés du Trésor ont, toutefois, été réduits de plus de 15 milliards d'Ouguiyas.

Les mesures de politique monétaire mises en œuvre par les autorités monétaires visaient essentiellement à juguler l'inflation et limiter la pression sur le taux de change de l'Ouguiya. Pour ce faire, la Banque Centrale a quasiment mis fin à ses avances au Trésor pour le financement du déficit budgétaire. Elle a renforcé la régulation de la liquidité bancaire en s'appuyant aussi bien sur l'instrument de la réserve obligatoire que sur ses instruments d'intervention indirecte à savoir les bons du trésor, les ventes de devises et le taux des opérations de pension livrée contre bons du trésor.

Après avoir relevé le coefficient de réserve obligatoire de 4,5% à 8% en septembre 2004, les Autorités monétaires l'ont ramené à 7% en janvier 2006 afin de desserrer la contrainte sur les trésoreries bancaires tout en continuant à favoriser le financement des besoins du Trésor à travers le marché monétaire.

Pour leur part, les bons du trésor demeurent l'un des principaux instruments indirects de gestion de la liquidité utilisé par la Banque Centrale. Les adjudications de bons du trésor permettent, en effet, d'éponger l'excès de liquidité du système bancaire tout en constituant une source de financement du déficit budgétaire moins inflationniste que le financement monétaire de la Banque Centrale.

En 2005, l'activité du marché des adjudications des bons du trésor s'est donc poursuivie à un rythme beaucoup plus soutenu que celui de l'année précédente traduisant ainsi un recours accru des Autorités monétaires à cet instrument pour réguler une liquidité bancaire devenue plus abondante en liaison avec l'accroissement des dépenses de l'Etat ces dernières années. C'est ainsi que l'encours des bons du trésor est ressorti à 55,3 milliards d'Ouguiyas en fin 2005, en progression de plus de 41 milliards par rapport à son niveau à la fin de l'année précédente.

Outre le renforcement de la transparence dans l'allocation des devises par l'établissement de critères objectifs pour l'attribution de ces devises aux importateurs, la Banque Centrale a accru ses ventes de devises en 2005 pour satisfaire une demande croissante tout en maintenant la stabilité de la monnaie nationale.



Pour sa part, le taux de la pension livrée contre bons du trésor qui constitue le taux directeur de l'Institut d'émission a été rehaussé à deux reprises en 2005, passant de 11% à 13% en février et à 14% en octobre en vue de ralentir le rythme de progression du crédit bancaire.

Le resserrement monétaire et budgétaire mis en œuvre s'est traduit par une décélération du rythme de croissance de la masse monétaire dont la progression a été de près de 14% en 2004 et 2005 contre 25,5% et 21,8% respectivement en 2003 et 2002. Parallèlement l'accroissement du crédit à l'économie a été limité à 7% en 2005 contre 14,7% en 2004 et 21,9% en 2003. En effet, le recours accru aux émissions de bons du trésor s'est accompagné d'une augmentation des taux d'intérêt, ce qui les a rendu plus attractifs pour les banques contribuant ainsi à une certaine éviction du crédit au secteur privé. Le ralentissement du crédit a également été favorisé par une plus grande rigueur en matière de supervision bancaire quant au respect des ratios de division du risque.

En matière de change l'année 2005 a été marquée par la stabilité du taux de change de l'UM par rapport au dollar. Le resserrement de la politique monétaire conjugué à l'amélioration de l'offre de devises suite à l'accroissement du prix international du fer et à la mobilisation de financements à court terme d'une part et à la transparence dans l'allocation de ces devises d'autre part, a favorisé la disparition progressive de la prime sur le marché parallèle. En effet, la Banque Centrale a sensiblement accru ses ventes de devises en 2005 pour assurer l'approvisionnement du pays notamment en produits pétroliers et en produits de 1<sup>ère</sup> nécessité tout en maintenant la stabilité de la monnaie nationale. En outre, le recul de l'inflation conjugué à la dépréciation de l'Ouguiya par rapport à l'euro a contribué à améliorer la compétitivité extérieure de l'économie.

Les politiques monétaire et budgétaire restrictives ainsi que la politique de change menée par la Banque Centrale se sont traduites par une baisse sensible de l'inflation et par la disparition progressive de la prime sur le marché parallèle. Ces politiques se sont accompagnées par la mise en œuvre d'importantes réformes économiques et financières. C'est ainsi qu'a été rénové le dispositif réglementaire en matière de change avec l'adoption d'une nouvelle loi sur le change dont les modalités d'application ont été définies par voie d'instructions du Gouverneur de la Banque Centrale. Ces dispositions précisent entre autres les conditions relatives à l'exercice de l'activité de bureau de change.

Par ailleurs, la Banque Centrale a initié d'autres mesures visant à améliorer la modernisation du système financier et renforcer la bancarisation. Dans ce cadre et en vue de favoriser le

développement des moyens de paiements électroniques, un projet de monétique a vu le jour sous l'égide de la de la Banque Centrale. Il vise à généraliser l'utilisation des cartes bancaires aussi bien pour les paiements nationaux qu'internationaux ainsi que la mise en place d'un système de télécompensation entre les banques.

En outre, pas moins de trois projets de lois portant sur les statuts de la BCM, la réglementation de l'activité bancaire et la micro finance sont en cours d'élaboration et devraient adoptés en 2006. Ces textes visent à renforcer la solidité du système financier et devraient prendre en compte les recommandations de l'évaluation du secteur financier (FSAP) par les services du FMI et de la Banque Mondiale.

La réforme en cours du marché monétaire avec l'assistance technique du FMI devrait se traduire par l'introduction de nouveaux instruments sur ce marché afin de le rendre plus dynamique notamment dans la perspective des revenus pétroliers qui se traduiront à cours et moyen terme par une trésorerie excédentaire de l'Etat. De même, la mise en place du marché de change envisagée par la BCM au cours du second semestre 2006, devrait se traduire par une meilleure allocation des devises tout en permettant aux opérateurs économiques d'accéder à ces devises aux meilleures conditions.

## **2 ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

### **2.1 LA CROISSANCE ECONOMIQUE**

En dépit du renchérissement des prix du pétrole brut (+45%) et des répercussions de catastrophe naturelles, telles que le tsunami de la fin de 2004 dans l'océan indien et les ouragans outre-Atlantique, L'économie mondiale a connu en 2005 une vive expansion. Néanmoins, le rythme a été légèrement plus modéré qu'en 2004, qui avait été une année exceptionnelle. Le taux de croissance mondiale est estimé à 4,3% contre 5,2% en 2004.

Comme en 2004 la croissance a été entraînée par le dynamisme de l'économie américain, un nombre important des pays émergents et des pays en voie de développement notamment la chine. Cependant, l'économie chinoise a continué de progresser à un rythme presque constant tandis que la reprise s'est accélérée au Japon. En Europe la croissance continue d'être modeste 1, 4% en 2005.

Aux États-unis la croissance de l'économie américaine a quelques peu reculé durant l'année 2005, tout en restant soutenue autour de (3,5%) contre (4,2%) en 2004. Le renchérissement du pétrole, la hausse des taux d'intérêt à court terme et les perturbations inhabituelles provoquées par la saison des ouragans ont contribué à un ralentissement de la croissance. Cependant, la demande intérieure reste dynamique et l'investissement en logement continue sa forte progression.

Cette croissance rapide contribue à réduire le taux de chômage. L'inflation a progressé, principalement sous l'effet du renchérissement du pétrole (suite à l'ouragan Katrina). Mais celle-ci a depuis diminué et reste à un taux relativement modéré de 3,4 %. L'inflation de base (variation des prix des biens et services autres que les produits énergétiques et alimentaires) reste quant à elle d'un niveau réduit : à 2,1 %, elle est inférieure à ce qu'elle était en décembre 2004.

En Europe, le taux de croissance du PIB s'est établi à un niveau relativement faible 1,5%. Trois facteurs ont permis de limiter l'impact du ralentissement : le niveau faible d'intensité pétrolière des économies, le niveau important des capacités excédentaires et enfin la flexibilités des politiques macroéconomiques européennes.

Dans la zone Euro, la croissance économique s'est contractée passant de 2,1% en 2004 à 1,3% en 2005. Cette baisse a résulté entre autres de l'atonie persistante de la demande intérieure finale et le recul des exportations de biens et services (1,4% en 2005, après 1,8% en

2004). La croissance s'est chiffrée à 1,4% en France, tandis que en Allemagne le produit intérieur brut a enregistré une progression de 0,9.

Au Japon la croissance économique a accusé une augmentation de (2,7%) contre (2,3) en 2004. Cette expansion a été soutenue par la consommation privée et les investissements des entreprises. Le taux de chômage a ainsi fléchi, d'une année à l'autre, de 4,7 à 4,4%. Le niveau de prix a baissé, après être demeuré globalement stable en 2004, et ce en dépit de la hausse des prix des produits pétroliers.

La chine, quant à elle, continue de réaliser une croissance vigoureuse. La progression annuelle du PIB s'est en effet élevée à 9,9% consécutivement à la forte hausse des exportations, ainsi que le dynamisme de la demande intérieure.

En Amérique latine et caraïbes, le taux de croissance du PIB a connu une croissance de 4,4% en 2005 contre 5,1% en 2004. En dépit du ralentissement de la croissance, la hausse du PIB reste vigoureuse. Les pays ont en effet bénéficié de la hausse substantielle des prix des matières premières et de l'évolution favorable de la demande extérieure.

Les politiques macroéconomiques suivies ont contribué également aux résultats obtenus. En dehors du Brésil et Mexique où la hausse du taux d'intérêt a engendré un ralentissement en 2005. Pour beaucoup des pays l'augmentation des prix de produits de bases non pétroliers a contribué à alléger largement les effets du renchérissement du pétrole et du recul des prix d'autres produits agricoles. Cela a permis à la plupart des pays d'éviter une nette détérioration de leur solde courant.

Dans la région de moyen orient, la croissance est restée globalement vigoureuse, en s'établissant à 5,9 % contre 5,4% en 2004. L'augmentation des cours du pétrole continue de doper les soldes budgétaire et courant, la politique de dépense étant plus prudente que lors des hausses antérieures.

Les pays africains ont enregistré un taux de croissance estimé à 5,2%. Cette performance s'explique en grande partie par l'amélioration de gestion macroéconomique et structurelle, ainsi que l'augmentation des cours des matières première. L'enrichissement des cours du pétrole semble avoir des effets bénéfiques pour les pays africains exportateurs du pétrole à mesure que des nouvelles capacités de production sont mises en exploitation.

## **2.2 LE COMMERCE INTERNATIONAL**

L'expansion du commerce mondial s'est nettement ralentie au début de 2005 avant de se saisir à la fin de l'année. Les marchandises échangées mesurées par les exportations de ont

enregistré une croissance de 6% en terme réel et de 13% en valeur, pour atteindre un total de 10 393,1 milliards de dollars, une hausse plus faible qu'en 2004 (9%). Ce ralentissement s'explique essentiellement par la décélération de la croissance de l'économie mondiale.

La tendance à la baisse de la croissance a surtout concerné les exportations et les importations des pays à revenu élevé dont les résultats commerciaux ont été plus faibles que dans les autres régions à la fois pour les marchandises et les services.

Les volumes des exportations de marchandises des pays en développement (chine non comprise) ont quant à eux été relativement solides. Les parts de l'Afrique et du Moyen-Orient dans les exportations mondiales de marchandises ont atteint leur plus haut niveau en 20 ans, en raison des tendances observées sur le marché du pétrole ces deux dernières années. Les exportations des produits énergétiques et miniers ont constitué 16% du total des échanges mondiaux. Celles des produits agricoles sont tombées à leur plus bas niveau historique avec seulement 9% du total.

### **2.3 L'INFLATION ET LE CHOMAGE**

En dépit du ralentissement de la croissance mondiale en 2005, les taux de chômage ont enregistré une baisse dans quelques pays industriels. C'est ainsi que aux États-unis, le taux de chômage est passé de 5,6% en 2004 à 5% en 2005, au Canada de 7,3% à 6,7%.

Au niveau du Japon, il y a une progression du nombre d'emplois créés, en 2005 le taux de chômage est passé de 4,6% à 4,2% grâce à la reprise de la croissance économique.

En ce qui concerne L'Union européenne, elle a accusé un léger repli passant de 8,9% en 2004 à 8,7% en 2005, tandis que au Royaume-Uni, le taux de chômage s'est stabilisé au même niveau de l'année précédente (4,7%). Malgré cette baisse très faible du nombre de demandeurs d'emplois dans l'Union européenne, le chômage continue d'être un problème crucial pour les économies européenne. Cette situation s'explique essentiellement par le manque de flexibilité du marché de travail.

L'inflation a faiblement augmenté dans nombre de pays, malgré l'envolée des cours du pétrole et autres produits de bases, en raison d'un recours accru à des technologies énergétiquement plus efficaces et d'un déplacement de l'activité des industries de transformation vers les services. Selon les estimations actuelles, l'élasticité de l'inflation et de la production par rapport au cours du pétrole s'est réduite.

Les politiques monétaires et budgétaires sont demeurées assez accommodantes dans la plupart des pays. Les taux d'inflation se sont maintenus à un bas niveau dans les économies industrialisées avancées.

Aux États-unis l'inflation est passée de 3,3% en 2004 à 2,5% en 2005. Dans la zone euro, la hausse des prix est ressortie de 2,1% contre 2,1% en 2004. Au Canada, le taux d'inflation a atteint 1,7 en 2005 contre 2,5% l'année précédente. À l'inverse au Royaume-Uni, un accroissement des prix a été constaté sous l'effet de la flambée des prix de logement. L'inflation est estimée à 2% contre 1,6% en 2004. Le Japon connaît toujours une pression déflationniste, l'inflation est passée de 0% en 2004 à 0,5% en 2005. L'accélération de l'inflation en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud s'explique partiellement par les prix alimentaires, qui ont grimpé en flèche dans les deux régions en 2005.

## **2.4 LE MARCHÉ MONDIAL DES MATIÈRES PREMIÈRES**

L'évolution des différents marchés de matières premières reste dominée, pour la deuxième année consécutive, par la flambée de plus de 45% des cours du pétrole. Les cours de produits pétroliers ont atteint le plus haut niveau historique durant l'été en s'établissant au mois d'août 2005 à 64,1 dollars par baril de Brent. Certes, les incidences sur la croissance mondiale sont restées limitées, en raison notamment d'une plus faible intensité énergétique par unité de PIB produite par les principaux pays consommateurs et la composition des importations dont la part du pétrole baisse depuis deux décennies. Cependant, le caractère structurel, et donc durable, d'un prix du pétrole élevé, lié notamment à la stagnation des capacités d'offre face à une demande en forte croissance apparaît comme une nouvelle donnée pour l'économie mondiale.

L'indice général des prix relatif aux matières premières (base 100 en 2000) s'est accru de 33,1%. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation de l'indice général des prix de l'énergie (46,7%), des boissons 36,4%, des métaux 26,3% et enfin des services agricoles 1,3%. Par contre l'indice général des prix de produits alimentaires s'est inscrit en baisse de 6%. Sous l'effet d'une croissance encore soutenue de la production mondiale, les prix des métaux et des minéraux ont augmenté de 27 % en 2005. Les hausses intervenues en 2005 se sont concentrées dans le secteur des métaux industriels, tels que le minerai de fer (une progression de 72 %), le zinc (38 %) et le cuivre (21 %). Les prix des autres métaux et minéraux ont également augmenté, mais dans de moindres proportions. L'étain fait exception à la règle, puisque son prix a diminué de 13 % en cours d'année.

En 2005, les marchés internationaux des produits agricoles ont été aussi caractérisés par la poursuite de l'augmentation des cours du sucre, le prix moyen mensuel a progressé de 61% entre décembre 2004 et décembre 2005, principalement en raison de l'engouement croissant des pays industrialisés pour les biocarburants, en particulier l'éthanol dérivé du sucre. Les prix de l'or ont quant à eux atteint leur niveau le plus élevé depuis 1981 en s'établissant à 538 dollars américains l'once en décembre 2005.

## **2.5 LES MARCHES INTERNATIONAUX DE CHANGES**

D'une façon générale, les marchés de changes internationaux ont été caractérisés par l'arrêt des mouvements des baisses du dollar des États-unis entamé depuis 2002 contre les principales devises. Le dollar s'est même apprécié de 3,4% en glissement annuel vis-à-vis des principaux partenaires commerciaux des États-unis.

L'Euro s'est donc déprécié vis-à-vis du dollar, entre le début et la fin de la période, passant ainsi, de 1,362 fin de 2004 à 1,1797 fin 2005. En moyenne sur la période la parité a évolué de façon assez stable (1,2439-1,2441).

L'évolution de l'euro envers les autres monnaies a suivi une tendance de dépréciation. C'est ainsi que les cours de l'euro face au Yen Japonais ont atteint 138,9 en décembre 2005 contre 139,65 la même période l'année précédente. De même l'Euro a été en baisse contre la livre sterling, celle-ci est passée de 0,7051 en décembre 2004 à 0,6853 en décembre 2005.

L'appréciation continue du dollar au cours de l'année 2005 s'explique essentiellement par le relèvement significatif des taux d'intérêt par les autorités monétaires américaines et la reprise de demande des titres américains à long terme.

## **2.6 LES MARCHES INTERNATIONAUX DES CAPITAUX**

Dans un contexte international caractérisé, en particulier, par la décélération de l'économie mondiale et les tensions vives sur les marchés de matières premières, les marchés des capitaux ont fonctionné dans le monde entier dans un environnement d'incertitude.

La hausse des taux d'intérêt, la menace de forts mouvements de monnaie émanant de grands et croissants déséquilibres macro-économiques globaux ont été les sources principales de risque. Aux États-Unis, la Fed a relevé son taux directeur afin de contenir les tendances inflationnistes engendrées par la hausse des prix du pétrole. Dans la zone euro et au Japon, les taux directeurs sont restés inchangés, tandis que la Banque d'Angleterre, au troisième trimestre

2005 a baissé le sien de 25 points de base pour tenir compte de la déprime de la conjoncture intérieure.

En dépit d'un mouvement de hausse à la fin de 2005 et le changement d'orientation des taux directeurs américains, les taux d'intérêt à long terme se sont restés extrêmement bas dans la plupart des économies reflétant ainsi l'excès d'épargne et de l'abondance de liquidités dans le monde.

Les indices boursiers ont, quant à eux, globalement enregistré des mouvements baissiers sauf pour la zone euro où les cours des marchés boursiers ont continué à progresser en 2005. L'indice Dow Jones Euro stoxx a clôturé l'année sur un gain de 23% par rapport à la fin de l'année précédente. La dépréciation de l'Euro face au Dollar des États-Unis en 2005 et l'amélioration des bilans des entreprises ont contribué à cette hausse des performances du marché boursier de la zone euro. Il en est de même pour le CAC 40 qui avait enregistré une hausse de 23,4%. L'indice Nikkei s'est accru de 40,2%.

Sur les marchés américains le NASDAQ s'est inscrit en hausse de 2% contre 8,6 % un an auparavant.

L'indice Standard & Poor's (Global 1200) a enregistré une augmentation moyenne de 8,8% en 2005 contre 20,6% en 2004. Pour les États-Unis, l'indice Standard & Poor's (Global 500) s'est inscrit en hausse de 15,7% contre 5,8% en 2004. En Europe le même indice (350) a connu une évolution favorable de 12,6% contre 26,9% en 2004. Au Japon après une hausse de 40,1% en 2004, l'indice Standard & Poor's (Global 350) a enregistré une baisse de 3,8%. Par rapport à leur niveau de l'année précédente.

Les indices boursiers dans les pays en voie de développement ont clôturé l'année en hausse. Dans les pays de l'Asie (en dehors du Japon), l'indice Standard & Poor's a marqué une hausse de 26% contre 24% en 2004.

L'indice Standard & Poor's a atteint des niveaux records en Amérique latine. Il a gagné 56,3% en 2005 contre 27% en 2004, en liaison avec l'entrée massive des capitaux.

Les flux des capitaux vers les économies émergentes sont restés vigoureux en 2005. Cette tendance est attribuable aux conditions de financement accommodantes et l'intérêt croissant des investisseurs internationaux à des emprunteurs de certains marchés émergents.



### **3 LA PRODUCTION NATIONALE, LA DEMANDE ET LES PRIX :**

#### **3.1 LA PRODUCTION NATIONALE :**

Au prix courants, et compte tenu d'un déflateur de 19,3%, le produit intérieur brut (PIB), a progressé de 395.268 millions d'ouguiya en 2004 à 497.002 millions d'ouguiya en 2005, dans un environnement économique de fortes pressions inflationnistes, caractérisé par la flambée des cours du pétrole et la dépréciation du dollar, principale monnaie de facturation par rapport à l'euro.

Ainsi, la croissance en terme nominale a bénéficié des bonnes performances des secteurs de l'agriculture et sylviculture lesquelles ont crue de (62%), des activités extractives (55%), des activités du commerce, restaurants et hôtels (21,3%), des administrations publiques (47,2%) et des taxes nettes sur les produits (39,4%).

Après avoir progressé de 5,2% en 2004, le produit intérieur brut au prix constant de 1998, a enregistré en 2005, une croissance de 5,4%. Cette évolution à laquelle le secteur primaire a contribué à hauteur de 18,3%, a traduit en outre, une stagnation des activités autres que l'agriculture et la pêche artisanale, notamment celle de l'élevage dont la croissance s'est établie à 3% au lieu de 2,9% en 2004. Malgré la mise en place de programmes de sauvegarde du cheptel et d'approvisionnement en aliment de bétails, l'activité de l'élevage qui représente environ les 68% de production du secteur, est resté en de ça des résultats escomptés bien qu'elle a bénéficié de bonnes conditions climatiques et de pluviométrie.

La valeur ajoutée du secteur primaire a marqué une progression de 7,9% après avoir subi un fort fléchissement de (-7,6%) en 2004. La production de la filière de l'agriculture et sylviculture qui a constitué environ 16% de la production du secteur a crue quant elle de 34,3% à la suite d'augmentations des rendements de la plus parts des cultures et celles des superficies cultivables.

La production de la pêche artisanale dont la part dans la production du secteur s'est établie à environ 16%, a crue elle aussi de 8,3% contre un repli de (-11,8%) en 2004, quand les prises de pêches, ont subi hausses imputables aux améliorations des conditions des opérateurs de ce secteur.

Par ailleurs, le rythme de croissance du secteur secondaire a fléchi de 2,2% après avoir enregistré une hausse de 12,3% en 2004, du fait du ralentissement des activités dans presque toutes ces branches et surtout la contraction de celles des activités dans industrielles et manufacturières d'environ 11,7% au lieu de 10,4% en 2004. En revanche, les activités

d'extraction et de BTP, ont connu une quasi- stagnation en traversant des conjonctures difficiles, consécutives à l'augmentation des coûts des facteurs, de la main d'œuvre et de l'énergie.

Pour ce qui concerne la branche BTP, dont l'effet d'entraînement avait bénéficié aux autres branches , sa valeur ajoutée a accusé un repli à 0,6% en 2005, après la forte expansion observée de 19,5% en 2004.

Le secteur tertiaire, y compris les services fournis par les administrations publiques a réalisé une croissance de 6,8% en 2005. Les taux de croissance les plus élevés de ce secteur ont été enregistré par les branches des transports et télécommunications et par celle des administrations publiques respectivement de 12% et 9,6%, alors que les autres services ont connu un fléchissement de 14,1% consécutivement à la hausse des cours du pétrole.

La branche de télécommunications connaît ces dernières années un développement remarquable des chiffres d'affaires des entreprises de cette branche, suite de l'introduction de la téléphonie mobile.

**TABLEAU1 : TAUX DE CROISSANCE SECTORIELS EN TERMES REELS ET CONTRIBUTION AU PIB EN 2005 :**

Branches d'activités	Taux de croissance en %	Contribution à la croissance du PIB en %
Agriculture	34,3	0,8
Elevage	3,0	0,4
Pêche Industrielle	8,3	0,2
Mines	0,7	0,1
Industries manufacturées	-11,7	-0,7
BTP	0,6	0,1
Transports et Télécommunications	12,0	0,8
Commerce, restaurants, hôtels	5,3	0,7
Autres services privés	3,0	0,4
Administrations Publiques	9,6	1,3
PIB coût des facteurs	4,4	4,0
Impôts indirects nets	16,0	1,4
PIB au prix constants	5,4	5,4

Sources : MAED, ONS/Calcul BCM

### **3.1.1 SECTEUR PRIMAIRE :**

#### **3.1.1.1 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE :**

La filière de l'agriculture a connu une forte progression de production en raison des bons résultats enregistrés par la campagne 2006/2005, notamment au niveau de la production céréalière. En s'établissant dans l'ordre de 192,8 milles tonnes, celle-ci a augmenté de 68% par rapport à la campagne précédente. Cette performance est expliquée à la fois par l'augmentation des surfaces mises en culture (+20,3%) et l'amélioration des rendements des hectares qui ont passé de 0,6 tonne/ha à 0,8 tonne/ha.

Pour le mil et le sorgho, la production a crue de 384,2% (97,8 milles tonnes), en enregistrant la plus importante variation au cours des cinq dernières années alors que la production moyenne sur la période se situe aux environ des 57 milles de tonnes.

Avec une production de 72 milles de tonnes, le riz paddy, a enregistré un recul de 15,79% en raison de la baisse des rendements par ha (3,9% pour la campagne 2006/2005 contre 4,7% pour la campagne 2005/2004) alors que les surfaces mises en culture ne se sont accrues que de 1,65% pour atteindre près de 18,5 milles ha.

En outre, les productions de maïs, blé et orge, se sont progressées de 153%, en raison de la hausse des rendements des surfaces mises en cultures pour ces spéculations, lesquelles ont accru respectivement de 137% et 6,7%.

Pour ce qui concerne l'élevage, cette filière continue d'être l'une des premières préoccupations du monde rural. Ainsi, elle bénéficie d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics notamment en ce concerne les programmes de soutien financier, d'approvisionnement en aliments de bétail, de sauvegarde du cheptel, de vaccination et contrôle sanitaire. Sa croissance a quasi-stagné autour des 3% ces dernières années, mais continue a d'assurer une autosuffisance en viande rouge et parfois un excédent, exporté sous forme d'animaux sur pied, en plus de sa participation à la satisfaction des besoins de consommation en lait au plan national. En outre cette activité recèle, d'autres sources de richesses notamment l'exploitation des cuirs, des peaux et de l'aviculture.

Bien que ce secteur souffre de manque d'enquêtes statistiques pour valoriser son potentiel, son stock de cheptel est estimé à 1,3 millions de camelin, 1,35 millions de bovins et près de 14,90 millions de petits ruminants. Globalement, le secteur rural (hors pêche artisanale) occupe environ 56% à 64% de la population rurale en plus du rôle qu'il joue dans la création de la richesse nationale. Sa contribution à la formation du Produit intérieur

brut (PIB) est restée modeste en raison de succession d'évènements naturels défavorables (inondations, sécheresses et péril acridien).

Pour ce qui concerne la pêche artisanale, celle-ci bénéficie d'un potentiel de ressources halieutiques des plus importants, notamment des côtes des plus poissonneuses du monde. Cette activité de pêche méconnue des populations, s'est intensifiée ces dernières décennies à la suite des difficultés rencontrées par le monde agro-pastoral. Ces population ont commencé à exploiter cette ressource halieutique, au moyen d'une flotte artisanale constituée essentiellement de pirogues à moteurs et utilisant des techniques peu élaborés.

Ces derniers temps, la production artisanale connaît une croissance soutenue, bien qu'elle semble être sous estimée, à cause des difficultés des enregistrements des statistiques des prises de pêche, en raison de la dissémination des points de débarquements des pirogues.

### **3.1.2 SECTEUR SECONDAIRE :**

#### **3.1.2.1 LES MINES ET INDUSTRIES :**

Le sous-secteur des mines, dispose d'énormes potentialités minières avec plus de 300 indices reconnus de minéraux de base (Fer, Cuivre, Gypse, Sel, Plomb, Zinc, Chrome, Manganèse, Uranium, Phosphates, Or, Pétrole). Ce secteur se place après celui de la pêche, en terme d'opportunités d'offre d'emplois et en première position par sa participation dans les recettes en devise du pays. L'extraction de minerai de fer domine les activités secondaires, même si les prospections ont confirmé l'approche de l'exploitation de gisements de hautes valeurs ajoutées notamment avec l'imminence de la production du pétrole, de l'or dans le Tasiast, du cuivre à Akjoujt et le phosphate à Bofal.

La production de fer est passée de 10,8 millions de tonnes en 2004 à 11,3 millions de tonnes en 2005, soit une hausse de 4,6% et les recettes d'exportations de fer ont progressé de 57,8%, par l'effet- prix, à la suite de la hausse des cours des minerais de fer sur le marché mondiale (environ 63,2%). Les industries extractives constituent les piliers de l'économie nationale et son moteur de développement.

L'activité manufacturière a concerné essentiellement la pêche industrielle et autres industries manufacturières qui sont encore en phase de développement. Dans cette branche opèrent plus de 60 entreprises sur un total de 90 structurées, dans des activités de traitements des eaux minérales, de pâtes alimentaires, biscuiteries, aliments de bétail, de raffinage d'huile. Ces industries embryonnaires ont bénéficié de plus 49% des investissements du secteur.

La production de matériaux de construction (21%), prend de plus en plus de l'ampleur, en réponse à l'augmentation de la demande du marché local. L'industrie chimique (6%) est assez présente et fabrique des produits d'entretien, d'hygiène (détergents, savon), des insecticides, peintures, bougies, allumettes etc.....

Les activités diverses de transformation de bois, de production d'emballage, de fabrication de produits en plastiques se développent de plus en plus avec la hausse de la demande intérieure.

En outre, et au niveau de la SNIM, se développe une industrie métallique (usinage de pièce, maintenance industrielle, production de plâtre...). Cette industrie naissante est essentiellement destinée au marché domestique.

Pour ce qui concerne les exportations de fer, les principaux clients, sont essentiellement l'Union Européenne, la Chine et l'Algérie. La demande du marché européen a représenté plus de 90% des exportations du pays en minerai de fer. Cette forte concentration de la demande est expliquée par l'importance traditionnellement des échanges commerciaux avec ce marché.

Quant aux industries des produits de l'élevage celles-ci ont connu un développement remarqué, notamment dans la filière du lait, de la viande rouge, et de l'exploitation des peaux et des cuirs. De même, l'industrie liée à l'agriculture, a connu elle aussi un développement important en donnant la priorité aux activités de rizeries et de traitement de paddy.

Pour ce qui concerne la pêche industrielle, celle-ci est l'un des premiers soutiens du secteur secondaire, en raison de son apport en devises aux recettes de l'Etat, essentiellement sous forme de compensation financière de l'Union Européenne, que par l'offre d'emplois créés annuellement. L'exploitation industrielle des ressources halieutiques est assurée par une flotte d'environ 350 navires battant pavillon mauritanien et étranger. Cette flotte a pour composantes principales une flotte démersale, qui exploite des espèces de fonds des eaux et une flotte de chalutiers.

La production de la pêche industrielle semble connaître des hausses importantes difficiles à cerner en raison de la dissémination des points de débarquement des bateaux de pêche battant pavillons étrangers. La modeste contribution de la pêche industrielle à la formation du PIB, est liée essentiellement au manque accru d'infrastructures de base pour valoriser ces ressources et créer plus de valeurs ajoutées.

### **3.1.2.2 LE SECTEUR DE L'ENERGIE ET DU PETROLE :**

En 2005, les achats des produits pétroliers ont avoisiné les 453 milles de tonnes et progressé de 1,45% par rapport à 2004. Cette évolution recouvre une stagnation de la demande intérieure en produits pétroliers, laquelle est expliquée par un rationnement des consommations, à la suite de la forte hausse des cours du pétrole et par la contraction des marges sur le commerce transfrontalier.

#### **LA PRODUCTION D'ELECTRICITE :**

La production d'électricité est réalisée au niveau des barrages du fleuve et des centrales diesel. Elle s'est élevée en 2005, à 383 millions de KW/h. Quant aux consommations d'électricité moyenne tension (MT), indicateur de performance des activités industrielles, elles se sont établies à 108,5 millions de KW/H et progressé de 22%, reflétant ainsi, le dynamisme qui s'annonce au niveau du secteur industriel à la veille de la production du pétrole par le pays.

#### **LE PETROLE :**

Les recherches pétrolières se sont intensifiées ces dernières années avec la signature de 15 contrats de partages de production avec différentes sociétés opérantes dans ce domaine. (Hardman, Woodside, British gaz, Winter shall, Dana Petroleum, Total, CNPC, Al Thani Corporation, Repsol, Baraka Mauritania et autre). Des campagnes de forage ont abouti à la découverte de 4 champs de pétrole et de gaz exploitables (Chinguitti, Banda, Thiof et Tevet) ce qui a occasionné la mobilisation par les partenaires de grandes plates- formes de forages et exploitation.

La découverte en 2001 du 1er gisement offshore Chinguitti a suscité l'intérêt des investisseurs qui ont de multiplié leurs efforts de recherches et d'exploration dans le domaine des hydrocarbures. En perspective, les indices confirment le début de la production du pétrole, dans les tous prochains mois à venir se qui aura comme impact bénéfique une grande l'impulsion pour la croissance économique.

### **3.1.3 LE SECTEUR TERTIAIRE**

#### **3.1.3.1 BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS :**

Ce secteur a connu une décélération au cours de l'exercice 2005 liée aux renchérissements des intrants et des coûts de la main d'oeuvre. Les grandes entreprises opérantes dans ce domaine, disposent de capacités potentielles importantes ce qui les rendent capables de participer aux efforts de développement économique et d'exécuter des infrastructures de base importantes notamment la construction d'ouvrages modernes, des routes, des barrages etc ...

#### **3.1.3.2 LE TRANSPORT :**

Le secteur des transports, continue d'être dominé par le trafic terrestre voyageurs mais assure pratiquement tous les transports de marchandises. Les transports aériens, fluvial, maritimes sont relativement peu développés dans le pays ainsi que le transport ferroviaire qui est tourné exclusivement vers l'acheminement du minerai de fer. En perspective et avec l'exécution des stratégies de renouvellement de sa flotte nationale, visant l'introduction de nouvelles règles de concurrence, le secteur connaîtra une nouvelle dynamique et un avenir meilleurs.

#### **3.1.3.3 LES TELECOMMUNICATIONS :**

Le domaine de télécommunication, connaît ces dernières années un développement important de son parc d'abonnés lequel des parcs est passé de 16,9 milles à 786,6 milles entre 1999 et 2005. Ainsi la télé-densité (100 habitants par nombre d'abonnés), qui était de 1,4% en 2000, a avoisiné les 20% en 2005, soit une évolution de 100 milles abonnés par an entre 2000- 2003 et de plus de 170 milles abonnés entre 2003- 2005. Cette évolution renseigne sur l'existence de surfaces soutenues non utilisées par les opérateurs de la place.

### **3.2 LA DEMANDE INTERIEURE :**

La demande finale des résidents, évaluée à 792, 04 milliards d'ouguiya, s'est accrue de 33,6% au lieu de 33,9% l'année précédente, faisant ressortir par rapport au produit intérieur brut, un déficit en ressources de 295 milliards d'ouguiya, soit 59,4% du PIB au lieu de 49,4% en 2004.

Ainsi les importations de biens et services non facteurs ont augmenté de 48,8% pour se situer 472,1 milliards, en liaison notamment avec l'accroissement des importations relatives aux activités pétrolières et minières (or et cuivre). En regard, les exportations de biens et services, d'un montant de 177 milliards ont progressé de 46% au lieu de 29,5% en 2004. Cette accélération est imputable principalement à la hausse des exportations du fer.

### **3.4 LES PRIX :**

Globalement pour la période 2001-2005, le taux d'inflation a suivi une tendance haussière dépassant le niveau de deux chiffres, soit 12,13% (en 2005), bien qu'il se situait traditionnellement aux alentours de 5%.

Pour l'année 2005 l'indice des prix moyen était de 127,9, contre 114,1 en 2004 cette augmentation (habituelle) peut être expliquée par l'excès de la demande du marché intérieur par rapport à l'offre sur ce marché, surtout pendant les années de mauvaises récoltes agricoles. On doit signaler ici que l'indice des prix a été redressé par une intervention au mois de septembre au niveau des prix des produits alimentaires (surtout la viande, les céréales, et les légumes) il est passé alors de 131,1 en août à 127,8 en septembre et celui des produits alimentaires de 138,8 à 132, après cette récession l'indice a repris sa tendance normale croissante.

Quant au glissement annuel de l'indice des prix à la consommation, la différence entre décembre 2004 et 2005 était de 7,1 soit une augmentation de 5,8%, ce glissement cache des tendances différentes. D'une part pour les produits alimentaires l'augmentation a atteint 4,5%, bien que pour certains produits l'indice ait diminué en 2005 notamment la viande et les légumes respectivement de 7,6% et 14,6%, tandis que pour les céréales l'indice a augmenté de 20% au cours de 2005. De la part des produits non alimentaires, l'indice a augmenté de 7,5%, par catégories de produits les services de la santé ont subis la plus forte augmentation 17% par rapport à 2004 ce qui est normal avec les problèmes du système sanitaire public, également l'indice des équipements ménager a augmenté de 13%, par contre l'indice du prix de l'enseignement a diminué de 5,6%, ce recul est dû peut être au développement de l'enseignement privé et la concurrence entre les différents établissements et avec le public.



TABLEAU2 : EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Groupes	Pond	déc-04	août-05	sept-05	oct-05	déc-05	Déc-04 - Déc-05
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>10 000</b>	<b>122,3</b>	<b>131,1</b>	<b>127,8</b>	<b>128,3</b>	<b>129,4</b>	<b>7,1</b>
<b>Produits alimentaires, boissons et tabac</b>	5438	128,5	138,8	132	132,8	134,3	5,8
Pain et céréales	1456	118,4	143	138,9	139,1	142,4	24
Viande	1300	139	166,9	126,3	126,8	128,5	-10,5
Poissons	443	161,1	143,5	187,9	173,3	186	24,9
Lait, fromage et oeufs	526	127,6	134,7	133,7	133,6	133,9	6,3
Huiles et graisses	358	125,4	128,9	126,2	127,4	130	4,6
Légumes autres que pommes de terre et tubercules	438	132,6	99,1	105,7	123,6	113,2	-19,4
Café, thé et autres végétaux pour tisanes	342	124,2	118,6	118,8	122,2	121,9	-2,3
<b>Articles d'habillement et articles chaussants</b>	588	125,9	125,3	128,2	129,2	130,4	4,5
<b>Logement, eau, électricité, gaz</b>	1368	118,2	127,7	126,6	125,8	125,8	7,6
<b>Ameublement, équipement ménager</b>	628	131	146,4	146,7	147,3	148,4	17,4
<b>Santé</b>	148	114,1	132,2	133,5	133,3	133,5	19,4
<b>Transports</b>	1030	106,4	109,3	110,1	110,2	110,2	3,8
<b>Loisirs, spectacles et culture</b>	158	106,5	113	113	112,7	114	7,5
<b>Enseignement</b>	61	110,1	102,6	102,6	103,2	103,9	-6,2
<b>Hôtels, cafés, restaurants</b>	176	117,6	124,8	130,9	130,9	131,2	13,6
<b>Autres biens et services</b>	405	87,2	92,1	95,8	98,2	99,8	12,6

## 4 LES FINANCES PUBLIQUES :

L'exécution du budget de l'État pour l'année 2005 a été marquée, par l'adoption d'une loi des finances rectificative, par les autorités de transition. L'adoption de cette loi a été nécessitée par l'assainissement des finances publiques.

Dans ce contexte, le déficit budgétaire hors dons prévu à 49,2 milliards d'ouguiya, s'est établi à 45,3 milliards soit 9,1% du PIB. Ce déficit aurait été plus important n'eut été le resserrement budgétaire initié par le gouvernement. Le financement de ce déficit a été assuré par des ressources intérieures nettes à hauteur de 58%, soit 20,557 milliards d'ouguiya, le financement extérieur ne s'étant limité à 11,08 milliards d'ouguiya et 3,3 milliards étant des erreurs et omissions.

### 4.1 RECETTES DU BUDGET DE L'ÉTAT

Les recettes du budget de l'Etat se sont élevées à 131,4 milliards d'ouguiya, en accroissement de 0,7% par rapport à leur niveau atteint une année auparavant.

Elles proviennent à hauteur de 92% de ressources propres et de 8% de dons extérieurs. Ces proportions s'établissaient respectivement à 90% et 10% une année plutôt.

**TABLEAU3 : EVOLUTION DES RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT**

(en milliards d'ouguiya)	Année 2004	Année 2005	Var(en %) 2005/2004
<b>Ressources propres</b>	117,9	121,0	2,6
Recettes fiscales	59,2	76,0	28,5
Recettes non fiscales	58,7	45,0	-23,4
<b>Dons extérieurs</b>	12,5	10,3	-17,3
<b>Total des recettes</b>	<b>130,4</b>	<b>131,4</b>	<b>0,7</b>
<b>PIB</b>	<b>396,6</b>	<b>497,0</b>	<b>25,3</b>
<b>Recettes fiscales/PIB en %</b>	<b>14,9</b>	<b>15,3</b>	
<b>Totales Recettes /PIB en %</b>	<b>32,9</b>	<b>26,4</b>	
Recettes fiscales/ressources propres (%)	50,2	62,8	
Recettes non fiscales/ressources propres (%)	49,8	37,2	

SOURCE / MF/DBC/DTCP

#### 4.1.1 RECETTES FISCALES

Représentant 62,8% des ressources propres du budget de l'État, les recettes fiscales se sont établies, en 2005, à 76 milliards d'UM, en augmentation de 28,5% par rapport à leur niveau enregistré une année auparavant. Cette évolution résulte à la fois de l'accroissement des impôts directs et des impôts indirects. En conséquence, la pression fiscale s'est élevée à 15,3%, ce taux était de 14,9% en 2004.

La bonne performance des recettes fiscales s'explique par les taxes liées à l'activité pétrolière, mais également par l'accélération en fin d'année des sorties d'entrepôts sous douane et l'effort de recouvrement en direction de la SNIM.

TABLEAU 4 : EVOLUTION DES RECETTES FISCALES

(en milliards d'ouguiya)	Année 2004	Année 2005	Var(en %) 2005/2004
<b>Recettes fiscales</b>	59,2	76,0	28,5
Impôts sur revenus et bénéfices	16,3	26,6	63,3
Taxes sur biens et services	30,8	36,2	17,8
Taxes sur le commerce international	11,1	10,8	-2,6
Autres	<b>1,0</b>	<b>2,4</b>	<b>128,4</b>

SOURCE / MF/DBC/DTCP

- **IMPOTS SUR REVENU ET BENEFICES :**

En s'établissant à 26,6 milliards d'UM, les impôts sur revenu et bénéfices ont augmenté de 63,3% contre 35,2%, une année auparavant. L'affermissement a concerné aussi bien les impôts sur traitements et salaires que ceux ayant trait aux impôts sur les sociétés.

Passant, d'une année à l'autre, de 6,2 milliards d'UM à 9,9 milliards d'UM, les impôts sur traitements et salaires ont connu un accroissement de 57,5% contre 29,9% une année plutôt, traduisant la hausse des salaires enregistrées en 2005.

Les impôts sur les sociétés se sont inscrits à 15,6 milliards d'ouguiya, soit 6,3 milliards d'UM de plus qu'en 2004, contre 2,6 milliards d'UM, une année auparavant.

Enfin la part des impôts directs est passée de 27,5% à 35%.

- **TAXES SUR BIENS ET SERVICES :**

Portant la marque de la progression enregistrée au niveau de la taxe sur la valeur ajoutée TVA, les recettes perçues, en 2005, au titre des taxes sur biens et services ont augmenté de 17,8% contre 24,8% en 2004.

Principale composante des taxes sur biens et services, les recettes au titre de la TVA ont rapporté au budget de l'État une enveloppe de 26,7 milliards d'UM, soit 22,7% de plus qu'en 2004. Sa part à elle seule dans cette rubrique représente 73,7%.

- **TAXES SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL :**

Constituant la troisième composante des recettes fiscales en termes d'importance, les recettes sur le commerce international ont connu un recul de 2,6% par rapport à 2004, pour s'établir 10,7 milliards d'UM. En réalité, ce recul des recettes provient de l'insuffisance de la centralisation des données au niveau du trésor, certaines recettes douanières n'ont pu être identifiées et ont été enregistrées dans la rubrique « autres ». Cette rubrique « Autres » a connu un essor de 128,4%.

#### **4.1.2 RECETTES NON FISCALES**

Après avoir connu un niveau important au cours des trois dernières années, les recettes non fiscales ont fortement baissé en 2005, cette diminution ayant concerné toutes les composantes, à l'exception des redevances versées par l'union européenne et les amendes tirées du secteur de la pêche. En effet, elles se sont établies à 45 milliards, soit 23,4% de moins qu'en 2004.

TABLEAU 5 : EVOLUTION DES RECETTES NON FISCALES

(en milliards d'ouguiya)	Année 2004	Année 2005	Var(en %) 2005/2004
<b>Recettes non fiscales</b>	59	45	-23,4
Redevances et amendes de pêche	25	35	41,8
dividendes des entreprises publiques	4	1	-84,8
revenu du capital	11	6	-45
autres y compris comptes spéciaux	18	3	-84,7

SOURCE / MF/DBC/DTCP

Principale composante des recettes non fiscales, les redevances versées par l'union européenne et les amendes tirées du secteur de la pêche se sont accrues de 41,8% en se situant à 35,3 milliards d'UM contre 24,9 milliards en 2004. Cet accroissement traduit la budgétisation en 2005 à 100% de la redevance pêche tandis qu'elle était budgétisée à hauteur de 60% auparavant. Ainsi, leur part dans les recettes non fiscales, est passée de 42,4% en 2004 à 72,4% en 2005.

Les autres composantes des recettes non fiscales responsables du recul constaté ont chuté respectivement de 84,8% pour les dividendes des entreprises publiques liées au non versement de la SNIM, de 45% pour les revenus du capital et de 63,8% pour les autres recettes y compris les comptes spéciaux.

#### 4.1.3 DONS

En se situant à 10,3 milliards d'UM, les dons ont enregistré une baisse de 17,3% par rapport à 2004. Cette diminution est imputable à la fois aux dons provenant des transferts au titre des allègements PPTE (7,1%) et aux dons projets. Par rapport au PIB les dons ne représentent plus que 2,08% en 2005 contre 3,1% en 2004.

## 4.2 DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT

Les dépenses du budget de L'État se sont établies, en 2005, à 166,3 milliards d'UM en augmentation de 11,5% par rapport à leur niveau atteint une année auparavant. Cette hausse a concerné les dépenses courantes et les dépenses de restructuration et prêts nets, les autres dépenses connaissant une baisse. Leur part dans le PIB est passé d'une année à l'autre de 37,7% en 2004 à 33,46%.

**TABLEAU 6 : EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT**

(en milliards d'UM)	Année 2004	Année 2005	2005/2004
Dépenses courantes	96,6	126,7	31,2
Dépenses d'équipement et prêts nets	43,1	36,6	-15,1
Restructuration et prêts nets	0,2	2,9	1 350,00
Autres dépenses	9,6	0	-100
<b>Totales des dépenses</b>	<b>149,5</b>	<b>166,2</b>	<b>11,2</b>
<b>PIB</b>	<b>396,6</b>	<b>497</b>	
<b>Dépenses courantes /PIB</b>	<b>24,4</b>	<b>25,5</b>	
<b>Dépenses d'équipement et prêts nets/PIB</b>	<b>10,9</b>	<b>7,4</b>	

SOURCE / MF/DBC/DTCP

### 4.2.1 DEPENSES COURANTES :

Les dépenses courantes ont atteint 126,7 milliards d'UM et ont connu ainsi un accroissement de 31%. Elles ont porté la marque des traitements et salaires, de biens et services et des intérêts sur la dette publique.

S'agissant des traitements et salaires, ils ont connu une hausse de 15,9% suite l'augmentation des salaires décidées en 2005 et aux recrutements dans les secteurs sociaux. Les biens et services se sont accrus de 54,3% pour s'établir à 66,5 milliards d'UM. Cet important accroissement résulte de la régularisation dans le cadre la loi des finances rectificatives de 2005, des dépenses sans mandatement préalable (lettre débit automatique – LDA) pour 15 milliards d'UM et de diverses dépenses en instance de paiement au budget pour 10 milliards.

Les intérêts sur la dette publique se sont établis à 16,1 milliards d'UM connaissant une hausse de 35,3%. Cette évolution marque l'affermissement des intérêts payés sur la dette intérieure consécutif au financement bancaire au trésor, conjugué à une augmentation des intérêts de la dette extérieure.

**TABLEAU 7 : EVOLUTION DES DEPENSES COURANTES**

(en milliards d'ouguiya)	Année 2004	Année 2005	Var (en %) 2005/2004
<b>Dépenses courantes</b>	<b>96,6</b>	<b>126,7</b>	<b>31,2</b>
Salaires et traitement	29,6	34,3	15,9
Biens et services	43,1	66,5	54,3
Transferts courants	9,6	8,7	-9,4
Intérêts sur la dette publique	11,9	16,1	35,3
Comptes spéciaux	2,4	1,1	-54,2

SOURCE / MF/DBC/DTCP

#### 4.2.2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT ET PRETS NETS ET AUTRES :

Les dépenses d'investissements et prêts nets se sont chiffrées à 36,6 milliards d'UM, en diminution de 15,1% par rapport à leur niveau de 2004. Cette évolution s'explique par la régression enregistrée à la fois au niveau des dépenses sur autofinancement et au niveau des dépenses sur financement extérieur respectivement de 13% et 17,8%.

**TABLEAU 8 : EVOLUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS ET PRETE NETS**

(en milliards d'ouguiya)	Année 2004	Année 2005	Var (en %) 2005/2004
<b>Dépenses d'équipement et prêts nets</b>	<b>43,1</b>	<b>36,6</b>	<b>-15,1</b>
Formation brute du capital fixe	43,1	36,6	-15,1
Autofinancement	24,6	21,4	-13,0
Financement extérieur	18,5	15,2	-17,8
<b>Restructuration et prêts nets</b>	<b>0,2</b>	<b>2,9</b>	<b>1 350,0</b>
<b>Autres dépenses</b>	<b>9,6</b>	<b>0,0</b>	<b>-100,0</b>

SOURCE / MF/DBC/DTCP

### 4.3 LE FINANCEMENT DU DEFICIT DU BUDGET DE L'ETAT

Compte tenu des dons tirés de l'extérieur pour 10,3 milliards d'UM, le besoin de financement du trésor s'est établi en définitive à 34,9 milliards d'UM au lieu 19,1 milliards d'UM en 2004.

La couverture du besoin de financement du trésor, a été assurée par le recours au financement bancaire intérieur, aux ressources d'emprunt extérieur et au financement exceptionnel tiré de l'extérieur.

TABLEAU 9 : EVOLUTION DU FINANCEMENT

<b>Solde, dons non compris (déficit)</b>	<b>-31,6</b>	<b>-45,3</b>
<b>Solde, dons compris (déficit)</b>	<b>-19,1</b>	<b>-34,9</b>
(en milliards d'ouguiya)	<b>Année 2004</b>	<b>Année 2005</b>
<b>Financement</b>	<b>19,1</b>	<b>34,9</b>
<b>Extérieur net</b>	<b>14,0</b>	<b>11,1</b>
Prêts	-0,1	-3,8
Budgétaire	0,0	0,0
Projets	14,2	12,5
Amortissement due	-14,2	-16,3
Financement exceptionnel	14,1	14,9
<b>Intérieur net</b>	<b>-5,3</b>	<b>20,6</b>
Système bancaire	-4,0	33,1
Financement non bancaire	0,2	2,9
Variations des arriérés intérieurs	-1,5	-15,4
<b>Erreurs et omissions</b>	<b>10,4</b>	<b>3,3</b>

#### 4.3.1 LE FINANCEMENT EXTERIEUR

Les sorties nettes au titre de la dette extérieure se sont établies à 3,8 milliards d'UM au lieu de 0,052 milliards d'UM un an auparavant. En effet, comparés à l'année 2004 les règlements en capital ont connu une hausse de 14,5% pour se chiffrer à 16,3 milliards. Les ressources d'emprunt mobilisées par le trésor ont atteint, quant à elles, 12,4 milliards



d'UM connaissant un recul de 12% par rapport à 2004. Le financement exceptionnel quant à lui a progressé de 5,7% pour s'établir à 14,9 milliards d'ouguiya.

#### **4.3.2 LE FINANCEMENT INTERIEUR**

Les ressources internes nettes mobilisées par le trésor ont porté sur un montant de 20,5 milliards, le trésor ayant réduit ses recours aux financements non bancaires de 12,5 milliards. Il a, en outre, accru son financement bancaire, et la position nette du gouvernement auprès du système bancaire ressort à 33 milliards d'ouguiya.

## 5. LES PAIEMENTS EXTERIEURS

La situation de paiements extérieurs s'est nettement améliorée en 2005 par rapport à l'année 2004. L'évolution s'est reflétée au niveau de la balance globale dont le déficit a enregistré une baisse de 32% par rapport à l'année 2004. Les réserves de change ont aussi connu une hausse importante pour atteindre un taux de couverture des importations de biens et services de 0,7 mois en 2005 au lieu de 0,5 mois en 2004.

TABLEAU N° 10 : EVOLUTION DES PRINCIPAUX SOLDES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS (MONTANTS EN MILLIARDS D'OUGUIYA)

Désignation			Taux de variation
	2004	2005	en %
<b>A .Solde des transactions courantes</b>	-146,833	-247,562	69
Balance commerciale	-128,400	-207,418	62
Services non facteur nets	-64,743	-86,748	34
Service facteurs nets	17,405	17,106	-2
Services et revenus (nets)	-47,338	-69,642	47
Transferts courants	38,804	29,499	-2
Déficit courant en % du PIB	-11,9	-7,1	
<b>B. Compte de capital et d'opérations financières</b>	113,364	215,282	90
Investissements directs	103,938	228,681	120
Prêts officiels à moyen et long terme	5,275	-7,414	-241
<b>C. Erreurs et omissions</b>	4,540	12,499	175
<b>D. Balance Globale</b>	-28,928	-19,781	-32

Source : Banque Centrale de Mauritanie/ DE

## **5.1 TRANSACTION COURANTES**

La balance courante (hors matériel et équipement pour l'industrie pétrolière) s'est améliorée globalement, atteignant un déficit de 7% en 2005 au lieu de 12% en 2004. Par contre, le déficit du compte courant en pourcentage du PIB annuel a connu une dégradation sensible passant ainsi de 35% à 47% en 2005.

Le déficit demeure donc élevé en se situant à 248 milliards d'ouguiyas en 2005 contre 147 milliards d'ouguiyas en 2004. Cette situation résulte principalement de la détérioration de la balance commerciale et celle des services. Le déficit chronique des transactions courantes semble donc être imputable au déficit de la balance commerciale.

### **5.1.1 LES BIENS**

Le commerce extérieur permet d'évaluer la capacité du pays à maîtriser les échanges de biens afin de dégager un surplus économique stable. Le déséquilibre du commerce extérieur a entraîné un déficit plus ou moins chronique de la balance des paiements et le pays s'est trouvé ainsi dans une incapacité d'avoir un excédent de devises.

La balance commerciale a connu, pour la deuxième année consécutive, une position déficitaire. En effet, le solde a atteint 207 milliards d'ouguiyas en 2005 au lieu de 128 milliards d'ouguiyas en 2004. Cette dégradation est largement expliquée par l'effet conjugué de la hausse des importations en équipements pour l'industrie extractive et les importations en produits pétroliers dont l'évolution provenait du renchérissement du cours du pétrole. Notons que le déficit commercial est pour grande partie dû aux importations liées aux investissements dans le secteur des hydrocarbures, ce qui n'est donc pas aussi alarmant qu'il en paraît. En effet, le solde de la balance commerciale (hors matériel et équipement pour les industries extractives), comme il apparaît dans le tableau ci-après, a dégagé en solde certes déficitaire, chiffré à 30050 millions d'ouguiyas en 2005, mais beaucoup moins important que celui réalisé en incluant les flux relatifs aux activités pétrolières et minières.

TABLEAU N°11 : EVOLUTION DU TAUX DE COUVERTURE DES IMPORTATIONS (HORS MATERIEL ET EQUIPEMENT POUR LES INDUSTRIES EXTRACTIVES) PAR LES EXPORTATIONS (MONTANTS EN MILLIARDS D'OUGUIYA)

Désignation	2004	2005	Variation en %
Importations (hors matériel et équipement pour les industries extractives)	165,974	190,020	39
<b>Exportations</b>	116,672	159,966	37
Solde	49,302	30,055	39

Source : BCM/DE

Les importations (hors matériel et équipement pour les industries extractives) ont accusé une augmentation de 14% en relation avec la hausse de prix du pétrole. Le taux de couverture des importations (hors matériel et équipement pour les industries extractives) par les exportations s'est sensiblement amélioré, passant de 70% en 2004 à 84% en 2005. Cette amélioration s'explique par la progression des recettes des exportations du minerai de fer.

#### 5.1.1.1 LES EXPORTATIONS DE BIENS

Les exportations des biens ont représenté 39,6% du PIB en 2005 au lieu de 38% en 2004. Elles ont totalisé 160 milliards d'Ouguiyas en 2005 contre 117 milliards d'Ouguiyas pour l'année précédente, ce qui fait une augmentation de 17%. Cette amélioration est attribuable au secteur minier notamment le fer.

Les exportations en valeur de la SNIM ont atteint 103 milliards d'ouguiyas et progressé de 69,2% par rapport à la même période 2004. Ce sursaut est essentiellement imputable à l'augmentation du prix de fer (+75%). En volume les exportations du fer sont passées de 11 million de tonne à 10,6 millions de tonne soit un recul d'environ 3,3%.

TABLEAU N°12: EVOLUTION DES EXPORTATIONS EN VOLUME ET EN VALEUR DU FER (2004-2005)

	2004	2005	Taux de variation
Exportation en volume	11	10,6	-3,3%
Prix moyen	20,9	36,6	75%
Valeur en USD	230,2	389,4	69,2%

Source : BCM/ DE

Cette régression des exportations en volume est largement compensée par des effets prix positifs. C'est ainsi que une hausse des prix moyen en dollar de l'ordre de 75% a donné une évolution favorable des exportations en valeur de 69,2%.

Les exportations en volume de la pêche ont enregistré une régression de l'ordre de 0,16% de leur valeur en Ouguiya pour s'établir à 45,8 milliards d'ouguiyas contre 45,7 milliards d'Ouguiyas en 2004. La stagnation des exportations du secteur a résulté essentiellement de la baisse des prix d'exportation.

La bonne tenue des exportations liées à la hausse continue de la demande mondiale n'a pas été suffisante pour résorber le déficit de la balance de paiement. Néanmoins le dynamisme des principaux secteurs exportateurs (mines et pêche) et l'entrée en scène de l'exploitation pétrolière devraient avoir un impact significatif sur la balance commerciale dans les prochaines années.

#### 5.1.1.2 LES IMPORTATIONS DE BIENS

Les importations de la Mauritanie sont constituées essentiellement, de produits alimentaires, d'équipements, de produits pétroliers, de voitures et enfin de produits de luxe.

En 2005 les importations de biens se chiffrent à plus de 367 milliards d'ouguiyas, alors qu'elles étaient de 245 milliards d'ouguiyas en 2004, soient une progression de 49,91% d'une année à l'autre. Les importations sont stimulées, d'une part, par la hausse des prix et des quantités de pétrole importés et, d'autre part, par les importations des biens d'équipement liées à l'exploitation pétrolières.

En dehors des importations en matériel et équipement pour les industries extractives, les importations de biens sont passées à 190 milliards d'ouguiyas contre 166 milliards d'ouguiyas accusant ainsi une augmentation de 14, 8%.

La structure des importations en valeur relève une forte augmentation des produits pétroliers et des produits cosmétiques et chimique, respectivement, de 64% et 14%, tandis que celles des voitures et pièces détachées ont baissé pour se chiffrer à moins de 20% du niveau de 2004.

**TABLEAU N°13 : LA STRUCTURE DES IMPORTATIONS PAR PRODUIT**  
(MONTANTS EN MILLIARDS D'OUGUIYA)

<b>PRODUITS</b>	<b>2004 VALEUR</b>	<b>2005 VALEUR</b>
ALIMENTAIRES	33, 766	32, 329
AUTRES	15, 026	20, 178
COSMETIQUES		
CHIMIQUES	3, 630	4, 147
EQUIPEMENTS	232, 580	231, 727
MATERIELSDE CONSTR	19 967	17 601
PRODUITS PETROLIERS	21, 926	35, 938
TISSUS VETEMENTS		
TAPIS	3, 243	3, 217
VOITURES ET P		
DETACHEES	14, 487	11, 593
<b>TOTAL</b>	<b>344, 626</b>	<b>356, 730</b>

Source :BCM/DE

Les importations des produits alimentaires ont atteint 33,329 milliards d'ouguiyas, en baisse de 4% par rapport à 2004. L'évolution de matériel de construction, avec leur poids relatif de 5% dans le total des importations est caractérisée par une forte baisse de 12%.

### **5.1.1.3 REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR**

En 2005 les échanges commerciaux de la Mauritanie avec l'étranger se sont établis à 504,2 milliards d'ouguiyas, réalisé pour près de 54% avec l'Union européenne, qui a reçu

78% des exportations et fournit 45% des importations. Le solde négatif de 181 milliards d'ouguiyas enregistré avec l'union européenne en 2004 s'est inscrit en baisse de 76% pour s'établir à 44 milliards d'ouguiyas en 2005. Pour la même zone, l'évolution a été contrastée, d'une part, entre un solde commercial négatif réalisé avec la France, l'Espagne, la Bulgarie et, d'autre part, un solde positif réalisé avec la Belgique, l'Allemagne, la Grèce et l'Italie. Pour la France le solde négatif a augmenté de 28% tandis que pour la Belgique et l'Allemagne, il a été positif et en augmentation de, respectivement, 314% et 260%.

TABLEAU N°14 : REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR  
(EN MILLIARDS D'UGUIYAS)

	Importations C.A.F		Exportations F.O.B	
	2004	2005	2004	2005
EUROPE	258,09	158,84	77,02	115,05
AMERIQUE	19,25	38,45	0,70	0,01
AFRIQUE	9,55	8,45	3,26	5,28
ASIE	16,47	20,36	26,92	23,29
MOYEN ORIENT	3,06	3,86	0,15	0,22
UNION DU MAGREB ARABE	2,86	4,12	4,04	3,85
OCEANIE	1,92	0,51	0,00	
ORIGINE INDETERMINEE	33,19	119,45	0,44	0,19
Autres	0,24	2,25	0,04	0,02
<b>Total</b>	<b>344,63</b>	<b>356,30</b>	<b>111,93</b>	<b>147,72</b>

Source : BCM/DE

Les flux commerciaux avec le continent américain ont porté sur 38,47 milliards d'ouguiyas et ont dégagé un déficit de 38,44 milliards d'ouguiyas, dont 29 milliards à l'égard des États-unis.

Au niveau des pays africains le déficit commercial s'est allégé pour s'établir à 3 milliards d'ouguiyas au lieu de 6 milliards d'ouguiyas en 2004.

L'excédent traditionnel des transactions commerciales avec l'Asie s'est établi à 3 milliards d'ouguiyas enregistrant une baisse de 72% par rapport à 2004.

La balance commerciale vis-à-vis du moyen orient a dégagé, quant à elle, un déficit de 4 milliards d'ouguiyas contre 3 milliards en 2004.

Les opérations commerciales effectuées avec les pays de l'Union du Maghreb arabe ont dégagé un déficit de 0,28 milliards d'ouguiyas, au lieu d'un excédent de 1,18 milliards d'ouguiyas.

Concernant les importations d'origine indéterminée, elles ont représenté 24% du commerce extérieur en 2005 au lieu de 7% en 2004. Enfin, on constate que la Mauritanie est déficitaire vis-à-vis de l'ensemble des continents avec lesquels elle entretient des rapports commerciaux à l'exception de l'Asie.

### 5.1.2 LES SERVICES ET LES REVENUS

Le solde déficitaire de la balance des échanges de services est passé de 64,74 milliards d'ouguiyas à 86,74 milliards d'ouguiyas soit un accroissement de 34%. L'évolution de ce déficit est imputable essentiellement à une augmentation des services liés à la prospection pétrolière et minière de 142%.

TABLEAU N° 15 : EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES (2004-2005)  
(MONTANTS EN MILLIARDS D'UGUIYA)

Année	2004	2005	Variation annuelle
Recettes	13,805	16,576	20%
Dépenses	78,548	103,324	32%
<b>Solde</b>	<b>(64,742)</b>	<b>(86,748)</b>	<b>34%</b>

Source : BCM/DE

Le solde de la balance des revenus a subi une baisse de 2%, atteignant 17, 106 milliards d'ouguiyas contre 17, 404 milliards d'ouguiya en 2004. Cette évolution est due à la baisse des entrées de devises liées aux recettes de pêches alternatives et l'augmentation des paiements d'intérêt sur la dette extérieure.

TABLEAU N°16 : EVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS  
(MONTANTS EN MILLIARDS D'UGUIYA)

Année	2004	2005	Variation annuelle
Recettes	27,721	28,757	4
dont redevances pêche	27,389	28,360	4
Paiements	-10,318	-11,651	13
intérêts sur la dette	-10,318	-11,042	7
<b>Services facteurs nets</b>	<b>17,404</b>	<b>17,106</b>	<b>-2</b>

Source : BCM/DE



La balance des services devrait connaître une amélioration sous l'effet des facilités accordées dans le cadre de la nouvelle initiative du G8.

### 5.1.3 TRANSFERTS COURANTS

Le solde excédentaire des transferts courants a augmenté de 2% en 2005 passant de 28, 906 milliards d'ouguiyas en 2004 à 29,499 milliards d'ouguiyas en 2005.

Le niveau atteint par l'excédent des transferts a tout de même permis de couvrir une partie du déficit de la balance des biens et services.

## 5.2 LA BALANCE DES CAPITAUX

Le compte de capital et d'opérations financières a connu une forte progression passant de 113,364 milliards d'Ouguiyas en 2004 à 215,282 milliards d'ouguiyas en 2005, progressant ainsi de 97% par rapport au même niveau l'année précédente.

TABLEAU N° 17 : EVOLUTION DE LA BALANCE DES CAPITAUX (MONTANTS EN MILLIARDS D'OUGUIYA)

Année	2004	2005	Variation annuelle
Recettes	129234	242610	88
Dépenses	-19991	-27301	37
Soldes	113364	215282	97

Source :BCM /DE

Cette amélioration s'explique par l'augmentation sensible des investissements directs étrangers qui ont atteint en 2005 la somme de 228, 681 milliards d'ouguiyas contre 103, 938 milliards d'ouguiyas en 2004, soit une progression de plus de (120%) par rapport à 2004. Les investissements directs étrangers dans l'industrie pétrolière ont fait apparaître un accroissement de 93%. Leur part dans le total des investissements directs étrangers dépasse 84%.

Les emprunts extérieurs à court et à moyen terme se sont soldés par un déficit de 7414 millions d'ouguiyas au lieu d'un excédent de 5275 millions d'ouguiyas en 2004. Cette évolution défavorable d'une année à l'autre est attribuable à une baisse de décaissement de 34% et une augmentation de la principale exigible de 7%.

### 5.3 LA BALANCE GLOBALE

En dépit d'un solde négatif chiffré à 20 milliards d'Ouguiyas. Le déficit de la balance globale a été réduit de plus de 32% par rapport à l'année 2004. En conséquence, les réserves de changes ont connu une augmentation sensible passant de 9,99 milliards d'ouguiyas (39 millions de dollars) en 2004 à 18,802 milliards d'ouguiyas (70 millions de dollars) en 2005.

Cette évolution favorable a été engendrée par le resserrement des politiques monétaire et budgétaire combiné avec l'entrée massive des investissements directs étrangers dans les secteurs miniers (cuivre et or) et surtout pétroliers.

### 5.4 LA DETTE EXTERIEURE

L'encours de la dette extérieure mauritanienne a atteint 559 milliards d'ouguiyas (+2 milliards de dollars) en 2005 contre 527 milliards d'ouguiyas en 2004. La progression modérée en 2005 (6%) est attribuable à la baisse de décaissements enregistrés cette année.

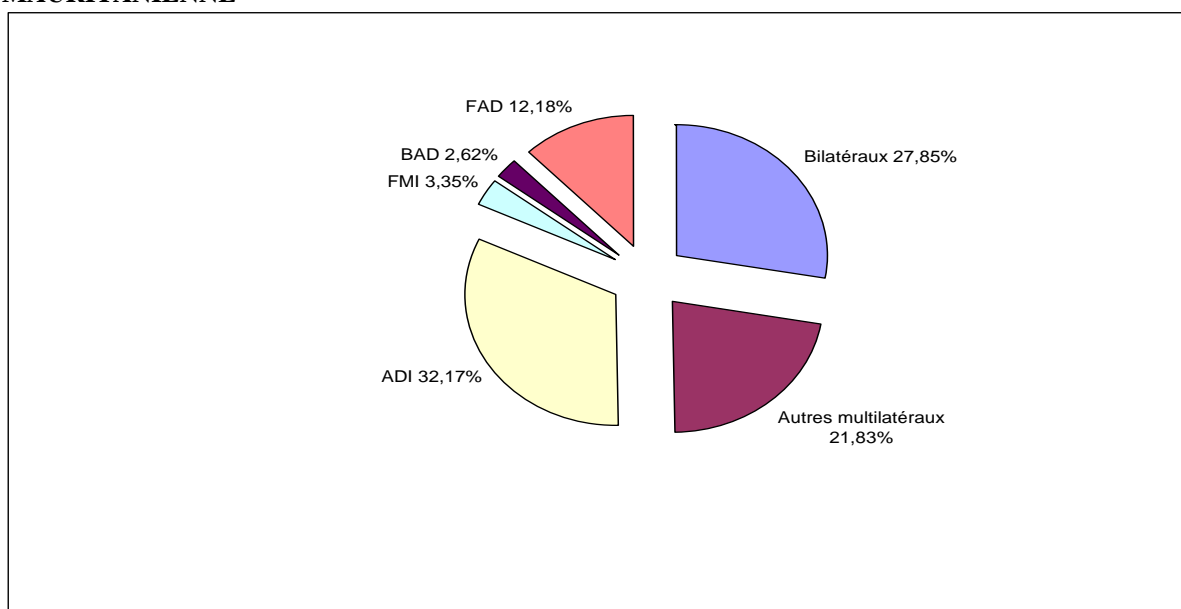
TABLEAU N° 18 : EVOLUTION DE LA DETTE EXTERIEUR (MONTANTS EN MILLIONS DE DOLLARS)

Année	2 004	2 005
Dettes bilatérales	509	598
Dettes multilatérales	1 548	1 483
Total	2 057	2 081
Service de la dette	133	143
Principe	79	89
Intérêt	55	54
Dettes en % du PIB	138	113
Service de la dette en % des exportations	32%	24%

Source DE/BCM

En effet, les décaissements de la dette multilatérale sont en baisse de 4%. Le FMI est en baisse de 23% par rapport à 2004. Les autres bailleurs (FMA, BAD, FAD) ont inscrit un léger infléchissement. La structure de la dette extérieure en 2005, par catégorie de créancier se présente comme suit :

**GRAPHIQUE N° 1: LA STRUCTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE MAURITANIENNE**



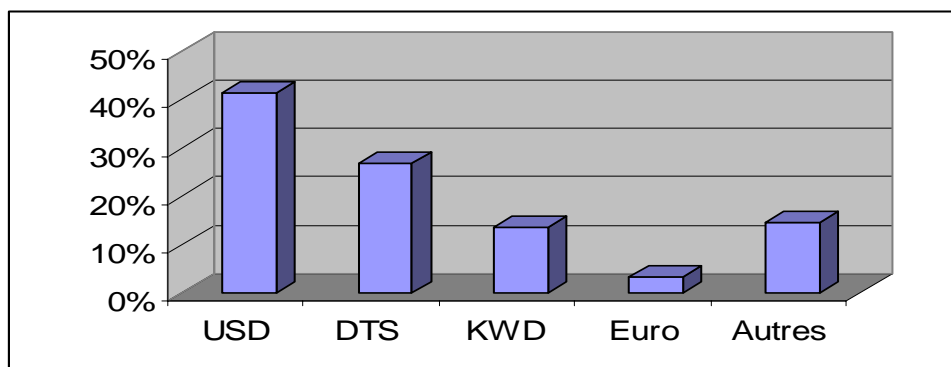
La dette extérieure mauritanienne est composée d'une dette passive qui dépasse 900 millions de dollars pour laquelle la Mauritanie ne paye pas d'intérêt. En fin 2005 la dette extérieure (y compris la dette passive) est évaluée à 3020 millions de dollars répartis comme suit :

- Multilatéraux 1.484 dont
  - IDA 673,1
  - BAD /FAD 292,4
  - FMI 69,3
- Bilatéraux 1.538,8
  - Club de Paris 61,5
  - Hors Club de Paris 1477,3

Le fardeau de la dette continue de peser lourdement sur la position extérieure du pays. Cette situation semble liée à l'exclusion de la dette passive (925,2 millions de dollars) de l'assiette de la dette arrêtée dans tout le processus de qualification de la Mauritanie à l'Initiative PPTE. Ce montant, entièrement en arriérés, reste dû au Koweït, à l'OAPEP, et à la Libye. Le poids de la dette nominal rapportée au PIB s'élève à 113% si on inclut la dette passive on obtenait 162%. Le ratio du service la dette extérieure rapporté aux exportations est égal à 24%.

La dette extérieure est demeurée dominée par trois devises principales : le dollar US (41,40%), le DTS (26,9%) et le dinar Koweïtien pour 13,6%. L'importance de cette dernière est due à la part du FADES et du Fonds Koweïtien dans le stock de la dette.

**GRAPHIQUE N° 2 : ENCOURS PAR DEVISES A FIN 2005.**



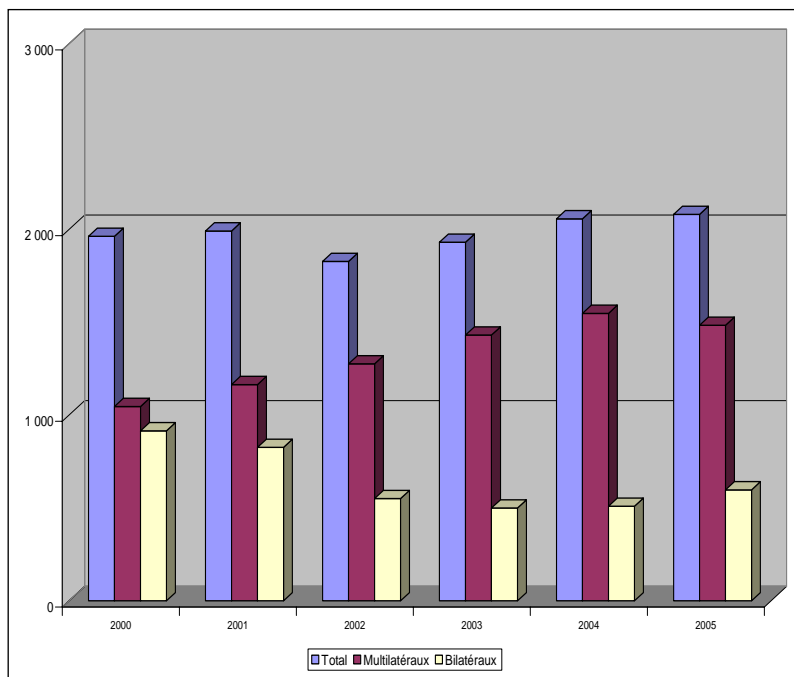
La part de la dette multilatérale dans l'ensemble de la dette est la plus élevée (71%) confirmant ainsi une tendance à la hausse constatée depuis quelques années.

Cette évolution qui commence à caractériser le financement externe est liée essentiellement aux réaménagements substantiels obtenus dans le cadre de l'initiative PPTE.

Le service de la dette extérieure au titre de l'année 2005 est estimé à 38 milliards d'Ouguiyas (143 millions de USD) représentant ainsi 23,50 %

des exportations. Le ratio du service de la dette extérieure par rapport aux exportations après allégement s'est établi à 7,9% en 2005 contre 9,6% en 2004. La baisse considérable de ce ratio est imputable aux allégements octroyés dans le cadre de l'initiative renforcée

**GRAPHIQUE N° 3 : ÉVOLUTION DE LA DETTE EXTERIEURE D'ORIGINES MULTILATERALES ET BILATERALES DE 2000 A 2005**



pour la réduction de la dette des pays Pauvres très Endettés (PTE) dont la Mauritanie a atteint le point d'achèvement en juin 2002, ce qui a permis de réduire la valeur actuelle de la dette publique totale d'environ 50%. Cette diminution des charges liées aux intérêts de la dette extérieure serait renforcée par la nouvelle mesure du G8, visant l'annulation d'une importante part de notre dette multilatérale.

## **6 LA MONNAIE ET LES CREDITS**

### **6.1 LES ACTIONS DES AUTORITES MONETAIRES**

La politique monétaire mauritanienne menée par la BCM, sur la période 2004-2005, a favorisé la maîtrise des tensions inflationnistes, le renforcement de l'équilibre extérieur et la consolidation de l'épargne intérieure. La conduite de la politique monétaire s'appuie sur un cadre fondé sur les quantités avec la monnaie au sens large (M2) comme cible intermédiaire et les réserves du système bancaire comme cible opérationnelle. Les instruments utilisés sont essentiellement de nature réglementaire. La BCM effectue régulièrement des adjudications de bons du Trésor conjointement avec le Ministère des Finances. La conduite de la politique monétaire a été caractérisée par une gestion rigoureuse de la monnaie et une politique monétaire prudente basée sur l'utilisation des instruments indirects.

Traduisant les orientations de la politique monétaire, la Banque centrale a décidé à deux reprises en 2005 de relever son taux directeur qui passe de 11% à 14%. Elle a arrêté par ailleurs les concours directs octroyés au Trésor public.

Au début de la période et eu égard au surplus de liquidité dans le système bancaire mauritanien, la BCM a dû recourir à un relèvement du ratio de réserve obligatoire de 4,5% à 8% le 2 septembre 2004 avant de ramener ce taux à 7% en janvier 2006 afin d'assouplir les conditions de financement de l'économie. Enfin, cette politique avait permis d'éliminer, d'une part, l'écart entre le taux de change officiel et celui observé sur le marché parallèle, et d'autre part, de contenir l'inflation dont le taux est passé de 16,1 pour cent à 5,8 pour cent entre fin décembre 2004 et fin décembre 2005.

L'année 2005 a été aussi caractérisée par l'expansion du marché des bons du trésor émis par adjudication. Le développement de ce marché est imputable au recours accru des autorités monétaires à cet instrument afin de réguler la liquidité bancaire. C'est ainsi que l'encours des bons du trésor est ressorti à 55,3 milliards d'Ouguiyas en fin 2005, en progression de plus de 41 milliards par rapport à son niveau à la fin de l'année précédente.

S'agissant de la masse monétaire, elle a enregistré une hausse de 14,5% contre 25,5% et 21,8% respectivement en 2003 et 2002. Le rythme de croissance de celle-ci s'est avéré largement inférieur au taux de croissance du PIB nominal (25%).

## 6.2 LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES

Se situant à 153,8 milliards d'Ouguiyas en 2005, contre 134,1 milliards d'Ouguiyas en 2004 une année auparavant, la masse monétaire au sens large (M2) a progressé de 14,5%, en raison essentiellement de l'expansion de la circulation fiduciaire (15%) et les dépôts à vue, qui se sont accru de 16 %. Ce résultat a été obtenu grâce à l'arrêt du financement direct du déficit budgétaire par la banque centrale.

TABLEAU N°19 : LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRE (MONTANT EN MILLIARDS D'OUGUIYAS)

	2004	2005	Variation en %
Monnaie au sens large	134,8	158,3	14,5
Circulation fiduciaire	42,8	49,1	15
Dépôts à vue	68	79,2	16
Dépôts à terme et d'épargne	23,5	25,5	9
Masse monétaire en pourcentage du PIB	33,8	30,9	-9
PIB nominal	397	497	25

Source BCM/DE

De même tendance, les dépôts à terme ont accusé une hausse de 9%. L'évolution de la masse monétaire a été marquée par l'augmentation considérable de l'ensemble de ses composantes. Cependant, la hausse modérée de disponibilités monétaires M1 (circulation fiduciaire et dépôts à vue) est allée de paire avec l'objectif de contenir l'inflation dont le taux en glissement annuel a baissé de 16,2% en décembre 2004 à 5,8% en fin d'année 2005. La progression de dépôts à terme et d'épargne est due à l'attractivité des conditions offertes aux dépôts à termes.

## 6.3 LES PRINCIPALES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

Les principales contreparties de la masse monétaire ont évolué comme suit :

### 6.3.1 AVOIRS EXTERIEURS NETS

En 2005 les avoirs extérieurs bruts de la Banques Centrale de Mauritanie ont augmenté de 90%. Cette expansion sensible s'explique par la contraction du déficit courant (hors importations pétrolières) conjuguée avec une légère progression des engagements extérieurs (1%).

TABLEAU N°20 : EVOLUTION DES AVOIRS EXTERIEUR (MONTANT EN MILLIARDS D'OUGUIYAS).

	2004	2005	Variation en %
Avoirs étrangers de la BCM	9941	18856	90
Engagements étrangers de la BCM	(56979)	(57749)	1
<b>Avoirs extérieurs nets de la BCM</b>	<b>(47038)</b>	<b>(38893)</b>	-17
Avoirs étrangers des banques	(7840)	(16546)	111
Engagements étrangers des Banques	(29284)	(48590)	66
<b>Avoirs étrangers des banques nets</b>	<b>(21444)</b>	<b>(32044)</b>	49
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>(68482)</b>	<b>(70937)</b>	4

Source : BCM /DE

Les avoirs extérieurs nets des banques se sont inscrit en baisse de 66% .Cette détérioration a résulté de la hausse des engagements étrangers des banques. En effet, les banques commerciales ont mobilisé une partie significative des lignes de crédit étrangères mises en place en 2005 pour le financement des importations des produits pétroliers. Les actifs extérieurs nets se sont dégradés de 68, 482 milliards d'ouguiyas fin 2004 pour ressortir à 70, 937 milliards d'ouguiyas, soit une évolution négative de 4%.

### 6.3.2 CREDIT INTERIEUR

En 2005, le crédit intérieur a accusé une forte augmentation de 22,94% passant ainsi de 129,9 milliards d'Ouguiyas en 2004 à 159,7 milliards d'ouguiyas en 2005.



TABLEAU N°21 : EVOLUTION DU CREDIT INTERIEUR (MONTANT EN MILLIARDS D'OUGUIYAS)

	2004	2005	Variation en %
<b>Crédits net à l'État</b>	129,9	159,7	22,94%
<b>Crédits à l'économie</b>	134,1	143,5	7,01%
<b>Autres postes nets</b>	-61,3	-78,4	27,90%
<b>Crédit intérieur</b>	264	303,2	14,85%

Source BCM/DE

Cette évolution s'explique par la très forte augmentation des crédits net à l'État (22,94%), qui reflète l'augmentation de la demande sur les bons du trésor suite à l'accroissement substantiel des taux de rendements des adjudications.

Les crédits à l'économie ont enregistré une augmentation plus modérée de 7,01% (moins que la moitié de l'augmentation de 15% enregistrée en 2004), traduisant à la fois l'effet d'éviction par les bons du Trésor et le renforcement de la surveillance bancaire.

#### 6.4 DISTRIBUTION DES CREDITS

Les crédits distribués par le système bancaire mauritaniens en 2005 s'est élevé à 125, 472 milliard d'ouguiyas, affichant une hausse de 5,16% par rapport à l'année précédente rythme largement inférieur à celui de 12,20 observé en 2004.

TABLEAU N° 22 : REPARTITION DES CREDITS BANCAIRE SELON L'OBJET (MONTANT EN MILLIARDS D'OUGUIYAS)

	2004	2005	Variation annuelle
Agriculture et Élevage	1,294	0,936	-27,67%
Pêche	18,917	19,809	4,72%
Mines	0	0	
Industrie	4,285	4,535	5,83%
Construction	14,481	15,868	9,58%
Transport	2,702	5,909	118,69%
Commerce	33,912	29,883	-11,88%
Services	24,251	25,776	6,29%
Autres	19,465	22,756	16,91%
<b>Total</b>	<b>119,307</b>	<b>125,472</b>	<b>5,17%</b>

Source :BCM/DE

Hormis les secteurs agriculture et commerce dont le volume de crédits distribué a sensiblement baissé en 2005 passant de 1294 millions d'ouguiyas en 2004 à 936 millions d'ouguiyas en 2004 soit un repli de 27,67%. Les prêts en faveur du commerce ont connu une baisse de 11% par rapport à l'année précédente. Le transport a, par contre, bénéficié d'un volume de crédit plus important, enregistrant un accroissement de 118,69% comparativement avec 2004.

**TABLEAU N° 23 : VENTILATION DES CREDITS PAR TERME (MONTANTS EN MILLIONS D'UGUIYAS)**

	<b>2004</b>	<b>2005</b>
Crédit bancaire à court terme	101,675	108,196
Crédit bancaire à moyen terme	17,632	17,276
Total des crédits bancaire	119,307	125,472

Source : DE/BCM

Les crédits bancaires restent dominer par des encours à court terme qui ont atteint en 2005 108,196 milliards d'ouguiyas contre 101,675 milliards d'ouguiyas, soit une augmentation de 6,41%. L'encourt des crédits à court terme a représenté 86% des crédits distribués par les banques. Les crédits à moyen terme ont atteint 17,276 milliards d'ouguiyas et représenté 14% du volume total des crédits. Ils se sont inscrits en baisse de 2,2 % par rapport à 2004.

Les crédits accordés au secteur primaire se sont élevés à 20,745 milliards d'ouguiyas à la fin 2005, soit une hausse de 3%. Cette évolution est impulsée par l'augmentation de 892 millions d'ouguiyas des crédits accordés au secteur de la pêche.

**TABLEAU N° 24 : EVOLUTION DES CREDITS ALLOUES AU SCTEUR PRIMAIRE**

	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>Variations</b>
Agriculture et Élevage	1,294	0,936	-28
Pêche	18,917	19,809	5
Secteur Primaire	20,211	20,745	3

Source : BCM /DE

Par contre les crédits octroyés au sous-secteur de l'agriculture et l'élevage ont enregistré un repli de 28%. L'essentiel des crédits accordés au secteur primaire restant capter par le

secteur de la pêche avec plus de 96% contre 4% au sous secteur de l'agriculture et de l'élevage. S'agissant des crédits alloués au secteur secondaires, ils ont enregistré une hausse de 9% pour s'inscrire à 20403 millions d'ouguiyas.

**TABLEAU N°25 : EVOLUTION DES CREDITS ALLOUES AU SCTEUR SECONDAIRE (MONTANT EN MILLIARDS D'UGUIYAS)**

	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>Variations</b>
Mines	0	0	0
Industrie	4,285	4,535	6
Construction	14,481	15,868	10
Secteur Secondaire	18,766	20,403	9

Source : BCM/DE

Cette augmentation résulte essentiellement de l'accroissement des prêts bancaire en faveur du sous secteur construction et travaux publics pour un montant de 1387 millions d'ouguiyas, de même ceux attribués aux sous secteur de l'industrie à hauteur de 6%. L'encours des crédits alloués au secteur tertiaire a atteint 84 324 millions d'ouguiyas, soit plus de 67% de l'ensemble des crédits. Ils ont été le premier bénéficiaire des crédits bancaires accordés en 2005.

**TABLEAU N°26 : CREDITS ALLOUES AU SCTEUR TERITIAIRE (MONTANT EN MILLIARDS D'UGUIYAS)**

	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>Variations</b>
Transport	2,702	5,909	119
Commerce	33,912	29,883	-12
Services	24,251	25,776	6
Autres	19,465	22,756	17
Secteur Tertiaires	80,330	84,324	5

Source : BCM/DE

En dépit d'un recul de l'ordre de 12%, le sous secteur commerce reste le principal bénéficiaire des crédits accordés au secteur tertiaire avec plus de 35%. L'encours des crédits accordés au sous secteur transport ont totalisé 5909 millions d'ouguiyas contre

2702 millions d'ouguiyas en 2004, soit un accroissement de 119%. La part de sous secteur transport représente pour cette année plus de 7% du total des crédits contre 3% l'année précédente.

En ce qui concerne les crédits affectés au sous secteurs services et autres. Ils ont atteint respectivement 25,776 milliards d'ouguiyas et 22,756 milliards d'ouguiyas, soit un accroissement de 6% et de 17% par rapport à l'année précédente.

## 6.5 LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

La valeur totale des billets et pièces de monnaie en circulation s'est élevée à 54, 267 milliards d'ouguiyas en 2005, au lieu de 69, 113 milli d'ouguiyas en 2004. La structure des billets en circulation est caractérisée par la prédominance des coupures de 2000 ouguiyas qui ont constitué 50,24% du total en 2005 contre 25% en 2004. Les billets de 1000 ouguiyas, quant à eux, ont représenté 40,16%.

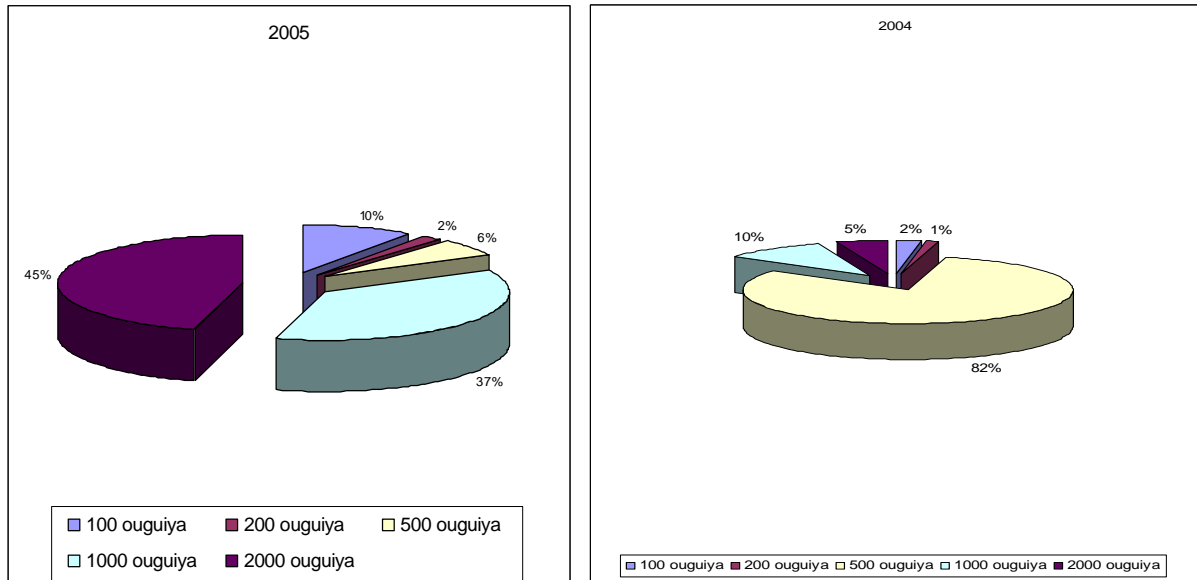
TABLEAU N° 27 : EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION (2004-2005)

Billets en circulation	Valeur en millions d'unité			Valeur en millions d'UM		
	2004		2005	2004		2005
	Type 1974	Type 2004	Type 2004	Type 1974	Type 2004	Type 2004
100 ouguiyas	2 619	5 643	5 856	2 619	564	586
200 ouguiyas	3 362	1 014	1 042	3 362	1 014	1 042
500 ouguiyas	8 780	268 359	3 555	8 780	268	3 555
1000 ouguiyas	19 858	15 301	21 795	19 858	15 301	21 795
2000 ouguiyas	0	17 349	27 290	0	17 349	27 290
<b>TOTAL DES BILLETS</b>	<b>34 618</b>	<b>307 665</b>	<b>59 537</b>	<b>34 618</b>	<b>34 495</b>	<b>54 267</b>
<b>TOTAL DES PIECES</b>	<b>441</b>	<b>0</b>	<b>463</b>	<b>441</b>	<b>0</b>	<b>463</b>

Source : BCM/DE

Ces derniers ont atteint 3516 millions enregistrant une contraction de 38% par rapport au décembre 2004. Cette baisse a résulté de la mise en circulation par la BCM d'un nouveau billet de 2000, jusqu'alors inexistant. La part des coupures de 500 dans le total est passée de 13, 09% en 2004 à 6,55% en 2005. S'agissant des billets de 100 et 200 elles représentent des faibles proportion, soit 1,08 et 1 ,92 respectivement.

GRAPHIQUE N°4 : LA STRUCTURE DES BILLETS EN CIRCULATION



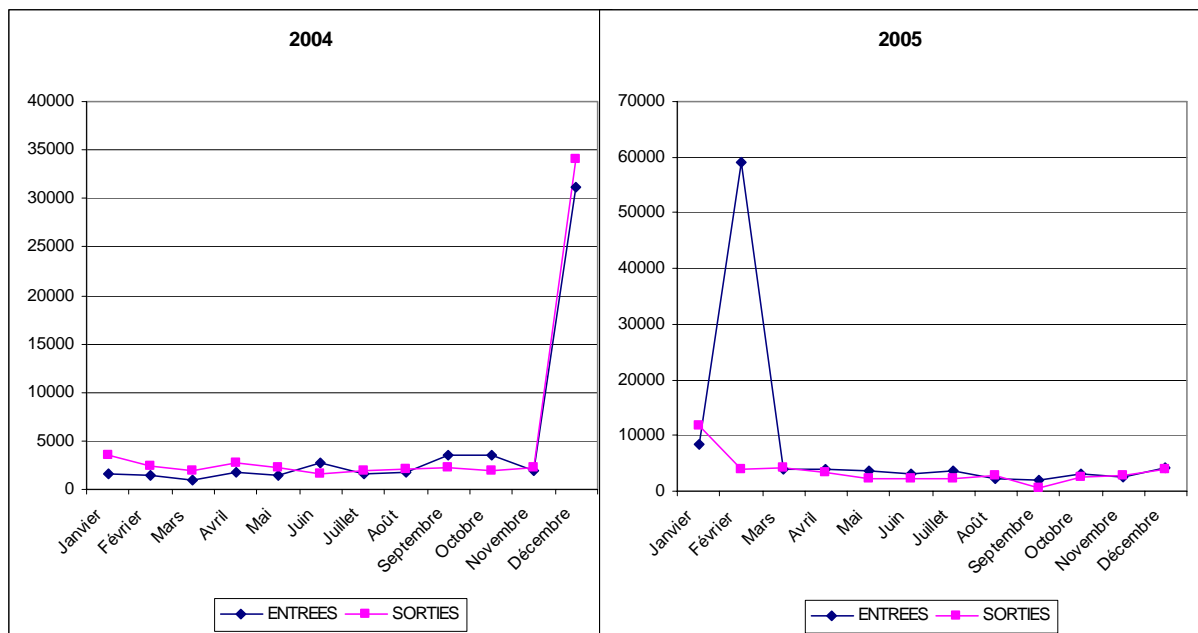
En 2005, les entrées de fonds aux guichets de la banque centrale de Mauritanie ont porté sur 46,64 milliards d’ouguiyas contre 53,392 une année auparavant. Les sorties de fonds se sont établies au cours de l’année 2005 à 42, 494 milliards d’ouguiyas contre 58,756 milliards d’ouguiyas en 2004. Les opérations d’entrées et de sorties de fonds aux guichets de la Banque Centrale de Mauritanie, au cours de l’année 2005, ont été marquées par un excédent de 8,90% des entrées de fonds sur les sorties, contrairement à l’exercice 2004 où les sortie de fondes ont dépassé de 10% les entrées de fonds.

TABLEAU N° 28 : MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DE LA BANQUE CENTRALE  
(MONTANT EN MILLIARDS D'OUGUIYAS)

ANNEE	2004		2005	
	ENTREES	SORTIES	ENTREES	SORTIES
Janvier	1541	3455	8486	11 656
Février	1509	2374	58990	3 825
Mars	933	1851	3847	4 175
Avril	1693	2797	4029	3 225
Mai	1399	2244	3683	2 264
Juin	2683	1554	3196	2 321
Juillet	1654	1926	3586	2 337
Août	1737	2131	2109	2 735
Septembre	3522	2181	1911	667
Octobre	3584	1906	2963	2 591
Novembre	1936	2263	2596	2 661
Décembre	31201	34073	4339	4 036
<b>TOTAL</b>	<b>53392</b>	<b>58756</b>	<b>46644</b>	<b>42 494</b>

Source : BCM/DE

GRAPHIQUE N° 5 : EVOLUTION DES MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DE LA BANQUE CENTRALE (2004-2005)



Les entrées les plus importantes de fonds ont été enregistrés en décembre 2004 et février 2005. Elles se sont élevées respectivement à 31, 201 milliards d'ouguiyas et 58, 990 milliards d'ouguiyas. Quant aux sorties, elles ont atteint un niveau record en décembre 2004 (plus de 34,073 milliards d'Ouguiyas), en raison principalement des opérations de retrait concernant les anciens billets de 100, 200, 500 et 1.000 ouguiyas qui ont été remplacés par une nouvelle gamme de billets de la même valeur faciale.

## **7 BILAN ET COMPTE DE RESULTATS DE L'EXERCICE 2004 ET 2005**



## 7.1 BILAN DE LA BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE (MONTANT EXPRIMES EN OUGUIYAS)

<i>Actif au 31 décembre 2005</i>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
Avoirs en or	1 285 133 625	1 577 856 754
Avoirs en devises	8 731 187 330	17 396 800 394
Or et créances sur l'étranger	10 016 320 955	18 974 657 148
Fonds Monétaire International	8 808 000 652	8 822 702 826
Engagement de l'État	136 933 467 390	135 549 608 020
Crédit à l'économie	-	770 000 000
Titres de participation	754 704 006	590 348 800
Immobilisations corporelles	3082850516	1174253030
Différence de change	56099297	-
Comptes d'ordres et divers	4 954 528 579	5 740 131 337
Bons de Trésor en circulation	14 000 000 000	-
Perte de l'exercice	-	2653704015
<b>Total Actif</b>	<b>179 375 971 394</b>	<b>173 505 405 176</b>
<i>Passif au 31 décembre 2005</i>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
Billets et monnaie en circulation	54 769 485 790	54 451 465 530
Comptes courants et dépôts	24 854 268 569	36 262 187 241
Fonds Monétaire International	4091207928	4 131 771 997
Dépôts des Banques étrangère	22 615 910 468	22 876 399 225
Accords de crédits	42 221 511 861	39 411 217 483
Compte d'ordre et divers	16 432 876 370	14 207 089 145
Adjudications bons du Trésor	11 292 093 388	-
Actualisation des titres de participation	-	64 399 993
Capital	200 000 000	200 000 000
Réserve statutaire	100 000 000	100 000 000
Réserves facultatives	984 420 058	617 197 572
Report à nouveau	33 969 738	48 115 411
Réserve de réévaluation	842 839 449	1 135 562 579
Bénéfice de l'exercice	937 387 755	-
Capitaux propres et réserve	3 098 617 020	2 100 874 652
<b>Total Passif</b>	<b>179 375 971 394</b>	<b>173 505 405 176</b>

## 7.2 COMPTE D'EXPLOITATION GENERAL AU 31 DECEMBRE 2005

	2004	2005
<b>Résultat Produit</b>	<b>7 650 027 408</b>	<b>6 938 019 869</b>
Intérêt sur avoir en devises	3 547 371 753	2 785 380 472
Produit sur effets en pension		505 556
Produits divers	4 046 243 466	4 145 436 929
Reprises sur provisions	59 412 188	6 669 911
<b>Résultats Charges</b>	<b>6 645 859 086</b>	<b>5 684 868 469</b>
Entretiens de la circulation fiduciaire	996 365 056	275 912 866
Conseil Général	684 000	400 000
Frais de personnel	2 702 765 871	2 498 012 075
Frais de biens meubles et immeubles	138 952 623	115 091 202
Voyages et transports	166 698 084	148 920 626
Fournitures extérieures	146 207 463	239 510 688
Frais de gestion général	428 411 598	348 157 431
Frais financiers	1 328 513 683	1 796 688 118
Dotations aux amort. & provisions	737 260 708	262 175 463
<b>Résultats d'exploitation</b>	<b>1 004 168 322</b>	<b>1 253 151 399</b>

Source BCM/DE

## **8 ANNEXES**

### 8.1 PIB réel par branche d'activité, aux prix de 1998 en millions d'Ouguiyas

	2 001	2 002	2 003	2004*	2005*
1. Agriculture, pêche, exploitation forestière	59 152,7	53 592,1	55 978,7	51 729,2	55 839,0
1. 1 Agriculture, Sylviculture et Exploit. Forestière	9 513,1	8 475,9	10 905,3	6 730,6	9 040,0
1. 2 Élevage	34 694,9	35 046,8	35 679,1	36 710,6	37 823,0
1. 3 Pêche	14 944,7	10 069,4	9 394,3	8 288,0	8 976,0
2. Activités extractives	29 621,6	28 643,1	30 440,7	32 963,1	33 194,0
2. 1 Extraction de produits pétroliers	0,0	0,0	0,0	0,0	-
2. 2 Extraction de minerais métalliques	24 030,6	22 236,8	23 683,0	24 889,0	-
2. 3 Autres activités extractives	5 591,0	6 406,3	6 757,7	8 074,1	-
3. Activités manufacturières	17 322,0	16 546,5	16 387,2	18 092,0	15 981,0
4. Bâtiment et travaux-publics	17 887,5	20 496,1	21 620,2	25 832,0	25 987,0
5. Transports et télécommunications	12 941,6	16 756,7	17 333,5	19 389,2	21 716,0
6. Commerce, restaurants, hôtels	31 928,7	32 558,7	34 266,3	35 895,7	37 781,0
7. Autres services	40 524,8	42 757,9	45 203,9	47 591,1	40 893,0
Correction PISB	-6 711,5	-7 076,5	-7 446,9	-7 890,6	-
TOTAL DES ACTIVITES MARCHANDES	202 667,4	204 274,6	213 783,6	223 601,8	-
8. Administrations publiques	34 755,3	36 482,0	39 351,6	39 763,2	43 576,0
P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	237 422,7	240 756,6	253 135,3	263 365,0	274 967,0
Taxes nettes sur les produits	20 132,6	19 624,0	21 811,6	25 820,2	29 964,0
P.I.B. AUX PRIX DU MARCHE	257 555,3	260 380,7	274 946,8	289 185,3	304 931,0

Source MAED/ONS

\* Données provisoires

## 8.2 PIB par branches d'activité, aux prix courants en millions d'ouguiyas

	2 001	2 002	2 003	2004*	2005*
1. Agriculture, pêche, exploitation forestière	70 502,0	73 689,0	84 724,0	91 589,0	77 289,0
1. 1 Agriculture, Sylviculture et Exploit. Forestière	10 319,0	11 052,0	15 297,0	13 019,0	21 086,0
1. 2 Elevage	40 089,0	42 660,0	48 889,0	51 558,0	56 203,0
1. 3 Pêche	20 094,0	19 977,0	20 538,0	27 012,0	28 119,0
2. Activités extractives	31 279,3	36 208,0	28 111,2	45 538,7	70 583,0
2. 1 Extraction de produits pétroliers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. 2 Extraction de minerais métalliques	25 473,0	29 231,0	20 633,0	35 767,0	
2. 3 Autres activités extractives	5 806,3	6 977,0	7 478,2	9 771,7	
3. Activités manufacturières	17 564,0	17 616,0	18 516,0	21 287,0	22 479,0
3. 1 Activités manufacturières hors Eau-Electricité	16 401,0	15 016,0	15 097,0	17 584,0	
3. 2 Production et distribution d'eau et d'électricité	1 163,0	2 600,0	3 419,0	3 703,0	
4. Bâtiment et travaux-publics	20 170,0	24 237,0	25 978,0	33 945,0	37 312,0
5. Transports et télécommunications	15 415,0	17 595,0	19 783,0	22 532,0	23 839,0
6. Commerce, restaurants, hôtels	37 430,0	39 678,0	43 888,0	50 203,0	60 896,0
7. Autres services	41 865,0	48 796,0	57 052,0	61 191,0	59 343,0
Correction PISB	-8 397,0	-9 925,0	-11 733,0	-12 569,0	
TOTAL DES ACTIVITES MARCHANDES	225 828,3	247 894,0	266 319,2	313 716,7	
8. Administrations publiques	35 496,0	38 005,0	41 479,0	44 449,0	65 429,0
P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	261 324,3	285 899,0	307 798,2	358 165,7	445 289,0
Taxes nettes sur les produits	23 809,1	25 187,5	29 020,0	37 102,4	51 713,0
P.I.B. AUX PRIX DU MARCHE	285 133,3	311 086,5	336 818,2	395 268,0	497 002,0

Source MAED/ONS

\* Données provisoires

### 8.3 Taux de croissance nominale du PIB par branche d'activité

	2 001	2 002	2 003	2004*
1. Agriculture, pêche, exploitation forestière	6,6	4,5	15,0	8,1
1. 1 Agriculture, Sylviculture et Exploit. Forestière	-6,9	7,1	38,4	-14,9
1. 2 Elevage	5,6	6,4	14,6	5,5
1. 3 Pêche	17,3	-0,6	2,8	31,5
2. Activités extractives	-7,7	15,8	-22,4	62,0
2. 1 Extraction de produits pétroliers				
2. 2 Extraction de minerais métalliques	-13,2	14,8	-29,4	73,3
2. 3 Autres activités extractives	27,7	20,2	7,2	30,7
3. Activités manufacturières	-18,3	0,3	5,1	15,0
3. 1 Activités manufacturières hors Eau-Electricité	-9,6	-8,4	0,5	16,5
3. 2 Production et distribution d'eau et d'électricité	-65,5	123,6	31,5	8,3
4. Bâtiment et travaux-publics	27,7	20,2	7,2	30,7
5. Transports et télécommunications	48,8	14,1	12,4	13,9
6. Commerce, restaurants, hôtels	12,4	6,0	10,6	14,4
7. Autres services	15,0	16,6	16,9	7,3
Correction PISB	30,9	18,2	18,2	7,1
8. Administrations publiques	25,3	7,1	9,1	7,2
Taxes nettes sur les produits	35,8	5,8	15,2	27,9

\* Données provisoires

Source MAED/ONS

#### 8.4 PIB et ses emplois, aux prix courants en millions d'ouguiyas

	2 001	2 002	2 003	2004*	2005*
TOTAL RESSOURCES	444 571,0	470 347,6	525 313,7	705 197,5	969 123,0
P.I.B au prix du marché	285 133,3	311 086,5	336 818,2	395 268,0	497 002,0
Importation de Biens et Services	159 437,6	159 261,1	188 495,4	309 929,4	472 121,0
TOTAL EMPLOIS	444 571,0	470 347,6	525 313,7	705 197,5	969 123,0
Consommation finale des Administrations Publiques	75 484,0	69 976,4	101 125,8	108 383,4	111 745,0
Consommation Finale des Ménages	202 587,0	229 811,0	244 881,0	291 296,0	459 259,0
Investissements	69 083,7	69 494,7	92 346,8	182 702,2	221 040,0
Exportation de Biens et Services	97 416,3	101 065,5	86 960,1	122 815,8	177 079,0

\* Données provisoires

Source : ONS

### 8.5 L'évolution de l'indice général des prix à la consommation

Groupes	Pond %	2004		2005												Déc 2005 % Déc 2004	2005 % 2004	
		Moyenne annuelle	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avr	Mai	Juin	Juin	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.			Moyenne annuelle
INDICE GLOBAL	100	114,1	122,3	124,5	125,0	126,2	126,7	128,1	129,1	130,0	131,1	127,8	128,3	128,7	129,4	127,9	5,8	12,1
Produits alimentaires, boissons et tabac	54,38	117,9	128,5	131,5	132,4	133,4	133,0	134,8	136,0	137,2	138,8	132,0	132,8	132,9	134,3	134,1	4,5	13,7
Articles d'habillement et articles chaussants	5,88	117,5	125,9	130,2	128,3	125,2	125,0	125,7	125,5	125,5	125,3	128,2	129,2	130,8	130,4	127,4	3,6	8,4
Logement, eau, électricité, gaz	13,68	113,9	118,2	116,9	117,0	119,6	123,9	125,1	125,8	126,8	127,7	126,6	125,8	127,1	125,8	124,0	6,4	8,9
Ameublement, équipement ménager	6,28	121,5	131,0	132,4	132,7	137,7	140,4	143,0	145,2	146,2	146,4	146,7	147,3	147,8	148,4	142,9	13,3	17,6
Santé	1,48	109,2	114,1	123,8	124,4	127,2	128,4	128,6	128,6	128,3	132,2	133,5	133,3	133,2	133,5	129,6	17,0	18,7
Transports	10,3	103,1	106,4	106,7	106,8	107,8	107,8	108,2	109,3	109,3	109,3	110,1	110,2	110,2	110,2	108,8	3,6	5,6
Loisirs, spectacles et culture	1,58	104,4	106,5	105,9	110,5	111,2	111,7	112,0	113,1	113,4	113,0	113,0	112,7	113,6	114,0	112,0	7,0	7,3
Enseignement	0,61	105,6	110,1	109,2	112,4	112,2	112,2	105,1	102,6	102,6	102,6	102,6	103,2	103,8	103,9	106,0	-5,6	0,4
Hôtels, cafés, restaurants	1,76	109,9	117,6	121,6	124,2	124,1	124,2	124,2	124,6	124,8	124,8	130,9	130,9	130,9	131,2	126,4	11,6	15,0
Autres biens et services	4,05	84,3	87,2	91,2	91,9	91,0	90,9	91,3	91,2	92,1	92,1	95,8	98,2	98,2	99,8	93,6	14,4	11,1



## 8.9 L'évolution des ressources du budget de l'État

(en milliards d'ouguiya)	Année 2004	Année 2005	Var (en %) 2005/2004
<b>Ressources propres</b>	<b>117,9</b>	<b>121,0</b>	<b>2,6</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>59,2</b>	<b>76,0</b>	<b>28,5</b>
Impôts sur revenus et bénéfiques	16,3	26,6	63,3
Taxes sur biens et services	30,8	36,2	17,8
Taxes sur le commerce international	11,1	10,8	-2,6
Autres	1,0	2,4	128,4
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>58,7</b>	<b>45,0</b>	<b>-23,4</b>
Redevances et pénalités de pêche	25	35	41,8
dividendes des entreprises publiques	4	1	-84,8
revenu du capital	11	6	-45,0
autres y compris comptes spéciaux	18	3	-84,7
<b>Dons extérieurs</b>	<b>12,5</b>	<b>10,3</b>	<b>-17,3</b>
<b>Total des recettes</b>	<b>130,4</b>	<b>131,4</b>	<b>0,7</b>
<b>PIB</b>	<b>396,6</b>	<b>497,0</b>	<b>25,3</b>
<b>Recettes fiscales/PIB en %</b>	<b>14,9</b>	<b>15,3</b>	
<b>Totales Recettes /PIB en %</b>	<b>32,9</b>	<b>26,4</b>	
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>149,5</b>	<b>166,3</b>	<b>11,2</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>96,6</b>	<b>126,7</b>	<b>31,2</b>
Salaires et traitement	29,6	34,3	15,9
Biens et services	43,1	66,5	54,3
Transferts courants	9,6	8,7	-9,4
Intérêts sur la dette publique	11,9	16,1	35,3
Comptes spéciaux	2,4	1,1	-54,2
<b>Dépenses d'équipement et prêts nets</b>	<b>43,1</b>	<b>36,6</b>	<b>-15,1</b>
Formation brute du capitale fixe	43,1	36,6	-15,1
Autofinancement	24,6	21,4	-13,0
Financement extérieur	18,5	15,2	-17,8
<b>Restructuration et prêts nets</b>	<b>0,2</b>	<b>2,9</b>	<b>1 350,0</b>
<b>Autres dépenses</b>	<b>9,6</b>	<b>0,0</b>	<b>-100,0</b>
<b>Solde, dons non compris (déficit)</b>	<b>-31,6</b>	<b>-45,3</b>	
<b>Solde, dons compris (déficit)</b>	<b>-19,1</b>	<b>-34,9</b>	
<b>Financement</b>	<b>19,1</b>	<b>34,9</b>	
<b>Extérieur net</b>	<b>14,0</b>	<b>11,1</b>	
Prêts	-0,1	-3,8	
Budgétaire	0,0	0,0	
Projets	14,2	12,5	
Amortissement due	-14,2	-16,3	
Financement exceptionnel	14,1	14,9	
<b>Intérieur net</b>	<b>-5,3</b>	<b>20,6</b>	
Système bancaire	-4,0	33,1	
Financement non bancaire	0,2	2,9	
Variations des arriérés intérieurs	-1,5	-15,4	
<b>Erreurs et omissions</b>	<b>10,4</b>	<b>3,3</b>	

## 8.10 Évolution de la balance des paiements (en millions d'ouguiyas)

	2 002	2 003	2 004	2 005
<b>Balance commerciale</b>	<b>-26 999</b>	<b>-58 911</b>	<b>-128 391</b>	<b>-212 682</b>
<b>Exportations</b>	<b>90 065</b>	<b>83 763</b>	<b>116 672</b>	<b>165 537</b>
<b>Importations fob</b>	<b>-117 064</b>	<b>-142 674</b>	<b>-245 063</b>	<b>-378 219</b>
<b>Services et revenus (nets)</b>	<b>12 193</b>	<b>-22 307</b>	<b>-37 694</b>	<b>-62 118</b>
<b>Services non facteurs nets</b>	<b>-22 096</b>	<b>-37 493</b>	<b>-55 098</b>	<b>-79 221</b>
Recettes	20 090	11 629	13 804	21 070
Paiements	-42 186	-49 122	-68 902	-100 291
<b>Services facteurs nets</b>	<b>34 288</b>	<b>15 187</b>	<b>17 403</b>	<b>17 103</b>
Recettes	44 227	24 899	27 721	28 756
Paiements	-9 939	-9 712	-10 318	-11 654
intérêts sur la dette	-9 939	-9 712	-10 318	-11 654
<b>Transferts courants</b>	<b>24 305</b>	<b>35 069</b>	<b>28 851</b>	<b>42 625</b>
Transfert privés (net)	8 267	11 836	12 660	15 888
Transfert officiel	16 038	23 232	16 191	26 737
<b>Solde des transactions courantes</b>	<b>9 498</b>	<b>-46 149</b>	<b>-137 235</b>	<b>-232 175</b>
<b>Compte de capital et financier</b>	<b>23 387</b>	<b>37 027</b>	<b>113 356</b>	<b>202 179</b>
<b>Compte de capital</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 114</b>	<b>0</b>
<b>Compte financier</b>	<b>23 387</b>	<b>37 027</b>	<b>109 242</b>	<b>202 179</b>
Investissements directs	18 299	26 818	103 931	215 574
dont: prospection pétrolière	16 203	25 081	96 076	193 595
<b>Prêts officiels a moyen et a long termes</b>	<b>4 345</b>	<b>456</b>	<b>5 275</b>	<b>-7 424</b>
Décaissements (Recettes)	25 543	22 880	25 267	13 926
Principal exigible (Dépenses)	-21 198	-22 425	-19 991	-21 350
Autres transactions privées en capital	743	9 753	36	-5 970
Autres capitaux et erreurs et omissions	-41 704	-24 311	-5 101	10 445
<b>Balance globale</b>	<b>-8 819</b>	<b>-33 433</b>	<b>-28 979</b>	<b>-19 551</b>
<b>Financement</b>	<b>8 819</b>	<b>33 433</b>	<b>28 979</b>	<b>19 551</b>
Actifs extérieurs nets	-11 163	16 075	13 507	2 833
BCM	-10 843	12 242	440	-7 785
Avoirs	-9 304	11 119	-1 909	-8 738
Engagements	-1 538	1 124	2 348	953
Banques commerciales (net)	-321	3 833	13 068	10 618
Compte pétrolier	0	0	0	0
Financements exceptionnels	19 982	17 358	15 472	16 717